



Signe typographique qui représente la conjonction "et"



Que la course
au profit expire
pour que la planète
respire...



EDITO	3
ANALYSE	
L'espace est politique	4
Aller travailler sans voiture: un défi?	5
Agriculture et territoire soumis aux impératifs économiques?	6
En ville: tous égaux?	6
Un aménagement du territoire pour quels logements?	7
L'aménagement du territoire, une compétence, des acteurs, des organes et des notions	8
Pour en savoir plus...	9
MOUVEMENT EN CAMPAGNE	
Au coeur de l'engagement militant	11
Un logement décent, un droit pour tous!	12
Des valises contre la violence à l'égard des femmes	13
Printemps arabe: un an après...	14
La révolution des rhubarbes...	15
ANALYSE	
«Education populaire et puissance d'agir»: une traversée réflexive (2 ^e partie)	16
VIE DE L'ISCO	
La formation d'adultes: laboratoire pour l'action collective	22
MÉMOIRE EN RÉSUMÉ	22
EN RÉGIONS	
Autour «Des-'espoirs' à gauche» dans le Tournaisis	26
«L'autre actualité» au CIEP-Luxembourg	26
AGENDA	27



© REPORTAGE PHOTO & 70

Du bout de la lorgnette...

Le sel des savoirs mitonnés ensemble, les plaisirs savoureux d'une formation au goût humain, l'appétit ravivé de se découvrir capable, les mille saveurs d'échanges concrets entre apprenant-e-s, formatrices-teurs, les rencontres fructueuses par un service souriant aux dégustateurs: entrez, grâce à ce parcours photos, dans l'intimité joyeuse et ardue des groupes en formation professionnelle aux métiers de l'HoReCa dans les AID.

Nous remercions les AID qui nous ont gentiment prêté des photos de stagiaires en formation. ■

POUR EN SAVOIR PLUS SUR CE RÉSEAU D'ACTIONS INTÉGRÉES DE DÉVELOPPEMENT EN ÉCONOMIE SOCIALE, CONSULTEZ WWW.AID-COM.BE/

Comité de rédaction:

Stéphanie Baudot, Christian Boucq, Virginie Delvaux, Perrine Detober, France Huart (coordination), Florence Moussiaux, Michèle Stessel, Nicole Tinant

Secrétariat:

Francine Baillet, Rita D'Agaro, Lysiane Mettens

Ont participé à ce numéro:

Christian Boucq, Virginie Delvaux, Perrine Detober, France Huart, Florence Moussiaux, Anais Trigalet

Photos:

ARPAJE (Bruxelles), Charlemagnrie (Herstal), Croc'espace (Verviers), l'EFT-Hainaut (Jemappes), K.Fete (Bruxelles), Le Perron (Namur): Anne Lamand et A. Dubuisson, Habilux (Bastogne)

CIEP communautaire:

Tél: 02/246.38.41, 42, 43 - Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be

Editeur responsable:

Virginie Delvaux
Chaussée de Haecht 579 - 1030 Bruxelles

Design:

DCL PRINTERS - Courriel: dcl.printers@skynet.be
Imprimé sur papier 100% recyclé sans chlore

La démocratie n'est efficace que si elle existe partout et en tout temps¹

PAR VIRGINIE DELVAUX,
DIRECTRICE DU
CIEP-ISCO

Dans un de ses ouvrages, Pierre Mendès France tend à montrer que la démocratie ne peut être vécue épisodiquement par la mise en urne d'un vote qui déléguerait entièrement et pour plusieurs années toutes nos capacités d'action et de critique. C'est un danger pour la démocratie, toujours selon Mendès France, que de laisser les gouvernants seuls face à leurs propres faiblesses: aux risques de l'arbitraire, aux routines et aux droits dits acquis. Pour éviter ce piège, chaque citoyen-ne a un devoir de vigilance et d'action tant sur les questions de l'état, que sur la vie de sa commune, son lieu de travail et dans les associations où il est investi.

Dès lors, en ce début 2012, je commencerai par vous souhaiter de faire vivre cette vigilance démocratique dans tous vos lieux d'engagement et cela sans attendre l'automne et ses prochaines élections communales et sans jamais

laisser notre tout nouveau gouvernement fédéral prendre des décisions injustes et inappropriées.

Parce que pour le CIEP, il nous paraît essentiel d'agir continuellement et sous toutes ses formes en tant qu'acteur-actrice dans la société. A cette fin, nous vous proposons un dossier intitulé «L'odyssée de l'espace»... territorial! Ces articles abordent la notion d'aménagement du territoire à partir du quotidien de chacune: le rapport à son logement, à ses déplacements, à son alimentation et aux autres. Pour chacun des thèmes, les auteurs montrent l'importance d'associer les citoyens-nes à toutes les décisions qui concernent l'aménagement de leur lieu de vie (que ce soit une ville ou un village) et cela en veillant à ce qu'ils soient réellement les acteurs privilégiés de ces choix politiques. Après avoir parcouru ce dossier, nous vous invitons à le passer de main en main et de partager (avec nous et avec d'autres) vos opinions et vos expériences.

Cette *Esperluette* vous propose également le deuxième volet de la traversée réflexive et analytique de l'ouvrage de Christian Maurel «Éducation populaire et puissance d'agir».

Enfin, je profite de cette période des fêtes de fin d'année pour souhaiter à chacun-e une année 2012 pétillante et chaleureuse. Je terminerai en remerciant tout particulièrement l'équipe du CIEP pour son continuel engagement et son investissement dans toutes ses actions d'animation, de formation, de productions pédagogiques et d'analyses qui nous amènent chaque jour à faire vivre cette démocratie... partout et en tout temps! ■



1. MENDES FRANCE, P., *Pour une République Moderne* (1955-1962), Paris, Gallimard, 1987.

Le dossier « l'odyssée au profit expire pour que la planète respire... »

Ca vous inspire ?

Vous voulez agir ou réagir :
www.ciep.be, onglet « campagne »
 ou par voie postale
 CIEP, chaussée de Haecht 579
 à 1030 Bruxelles



Ma rue, mon quartier, mon village, ma ville, ma région, la Wallonie, Bruxelles, la Belgique, l'Europe, la Planète. Chacun et chacune d'entre nous vit ces différentes échelles de territoire au gré de ses activités de travail, de ses loisirs ou de ses relations familiales et sociales, de façon plus ou moins forte, consciente, voire engagée, à travers des actions. Mais quels impacts l'aménagement de l'espace a-t-il sur notre quotidien? Y a-t-il des aménagements qui épuisent la planète et exploitent les travailleurs ou au contraire existe-t-il des manières de penser l'espace plus respectueuses de l'homme et de l'environnement? Au Mouvement Ouvrier Chrétien nous sommes convaincus que ces dernières alternatives sont possibles.

Ce dossier, rédigé par plusieurs experts et témoins de la situation de l'aménagement du territoire, est publié dans divers journaux du MOC et des organisations qui le constituent. Nous souhaitons montrer que des choix sont réalisables et soutenables s'ils sont portés collectivement. Nous vous souhaitons bonne lecture dans cet « Odyssée de l'espace » territorial.*

L'espace est politique

Les difficiles accords sur le partage de la dette écologique passée, sur les mesures à prendre pour réduire la production d'émissions destructrices de l'écosystème Terre, l'arrivée du pic pétrolier sont autant d'éléments qui auront un impact sur nos modes de vie. Individuellement et collectivement, un choix se pose donc: continuer et attendre que les événements décident pour nous ou anticiper, et mettre en place les politiques qui nous permettront de convertir cette menace en opportunité pour bâtir un autre monde. Parmi ces politiques, l'aménagement du territoire a une place centrale.

4 L'aménagement du territoire au cœur de la vie individuelle et collective

Par ailleurs, des décisions prises à différents niveaux ont un impact direct sur l'aménagement du territoire et le cadre de vie des citoyens : la création d'une zone d'activités économiques, un contournement routier, l'installation d'un centre commercial, l'implantation de pylônes gsm ou d'un parc d'éoliennes, de nouvelles infrastructures ferroviaires,... Des mesures de gestion d'organismes ou d'entreprises ont des répercussions sur le fonctionnement du territoire et sur notre vie quotidienne: fermeture de haltes ferroviaires, nouveaux itinéraires ou changement de fréquence des bus, fermeture de bureaux de poste... Enfin, l'addition de microdécisions (comme construire une maison) a un poids significatif: dans les zones constructibles des plans de secteurs, la juxtaposition le long des routes d'habitations détruit les paysages, ne permet pas une véritable desserte en transports publics et oblige le recours à la voiture pour avoir accès aux écoles et aux lieux de travail.

Comment intervenir ?

Tout d'abord, en ayant conscience des enjeux dont est porteur l'aménagement du territoire c'est-à-dire une gestion parcimonieuse du sol, un aménagement pour une mobilité durable, une nouvelle politique forestière et agricole, une politique de la ville, une politique et des instruments d'interventions foncières et enfin la réutilisation du patrimoine bâti et du capital urbanistique des villes et des villages. En n'oubliant pas que le territoire tel qu'il est « produit » est une contrainte forte pour les autres politiques. Il peut être un mur, un obstacle infranchissable pour ces politiques. Comment assurer en effet un accès en transport en commun, sans parler du coût à terme de la mobilité individuelle, face à la dispersion croissante de l'habitat et des activités?

Agir

Tout d'abord, les citoyens et citoyennes peuvent réagir lors des enquêtes publiques avec un comportement qui soit une réponse à ces défis. Il est surtout possible d'agir comme membre d'associations, dans les commissions consultatives d'aménagement du territoire et de la mobilité, les commissions de programmes communaux de développement rural, les plans de mobilité, les schémas de structure,...

Pour quoi faire ?

Pour décrypter avec d'autres les raisons et les motivations des projets, mais aussi pour proposer un projet d'aménagement du territoire local ou régional qui réponde aux enjeux précédemment énoncés ainsi qu'à la réduction des inégalités sociales et environnementales qui souvent se cumulent.

Aller travailler sans voiture: un défi?

Le développement territorial de ces dernières décennies a très souvent privilégié la séparation des fonctions (zones d'activités économiques, d'habitat et de loisirs, des campus scolaires et des zones commerciales). Ce type d'urbanisation a provoqué le recours accru à la voiture, notamment pour se rendre sur son lieu de travail et en particulier quand ce lieu est situé sur une zone d'activités. Les alternatives à la route y sont quasi inexistantes (desserte en transport en commun insuffisante ou inexistante, voirie inadaptée aux modes de déplacements doux à pied/à vélo) et lorsqu'elles existent, elles sont soit ignorées soit incompatibles avec les horaires de travail.

En rendant la voiture indispensable, cette situation entraîne un recrutement des travailleurs de plus en plus difficile, en particulier pour les intérimaires. C'est aussi le cas pour les stagiaires, les jobistes et de façon générale les bas salaires puisque la part du budget consacrée au transport ne cesse d'augmenter.

A moyen terme, et c'est déjà le cas dans certains endroits, il ne fait aucun doute que le développement d'alternatives à la voiture pour effectuer les trajets domicile-lieu de travail deviendra un important facteur de compétitivité pour les entreprises. Mais en attendant de voir les effets d'une politique annoncée de meilleure localisation des activités économiques, on peut déjà agir pour encourager la transition vers des déplacements plus durables et plus accessibles à tous !

Des solutions collectives sont possibles comme :

- Soutenir des politiques structurelles de mixité des activités et de densification.
- Développer de réelles alternatives à l'échelle d'une entreprise de grande taille à partir d'une bonne concertation permet d'obtenir des résultats intéressants.
- Travailler avec les entreprises d'une même zone permet d'atteindre une taille critique qui facilite le développement d'alternatives, conférant aussi une légitimité auprès des autorités régionales.
- La mise à disposition d'une banque de données covoiturage commune, l'amélioration des cheminements vélos et piétons, l'adaptation des horaires des bus, la mise à disposition d'une information précise sur les alternatives à la voiture ont été rendues possibles grâce à une volonté collective d'améliorer l'accessibilité et la mobilité sur une zone d'activités.

Dès lors évaluer ces actions nous est bien utile pour évoluer vers le développement de nouvelles alternatives. Dans tous les cas, la contribution des citoyens, des travailleurs et de leurs représentants reste un facteur de réussite ! Et cette implication peut prendre différentes formes : participer aux consultations, s'intéresser aux projets de développements régionaux, donner son avis dans les commissions qui travaillent la question dans sa commune, interpeller le conseiller en mobilité de sa commune, faire partie d'un comité de village ou de quartier, ou encore d'une équipe locale, tester les nouvelles initiatives de mobilité, questionner les acteurs, soutenir la démarche dans les lieux de concertation (dans les entreprises notamment), accompagner et relayer l'information.



Agriculture et territoire soumis aux impératifs économiques?

Entre juin et août 2011, quatre inondations entraînent des coulées de boue dans la même rue à Orp-le-Grand. Quatre fois que la boue envahit la rue et les maisons de cette commune de l'est du Brabant wallon. Quatre fois qu'il faut tout nettoyer. Une des causes : des champs de culture où l'on a arraché les haies. Sans plus aucune retenue, l'eau s'écoule donc, entraînant la terre arable.

On nous fait croire qu'il est indispensable et inévitable de produire toujours plus. Et comme les prix des produits agricoles ne sont jamais revus à la hausse, les agriculteurs sont pressés comme des citrons. De plus, les terres agricoles font l'objet de convoitise et sont de plus en plus souvent reconverties en zones urbanisables. Alors l'ensemble des citoyens paye les dégâts de ce type d'agriculture : dégâts environnementaux, aliments d'une qualité irréprochable sur le plan de l'hygiène mais sans saveur, surendettement et stress des agriculteurs dépendant des moindres soubresauts des prix agricoles. Alors que certains se sont suréquipés pour s'engager dans la course à la production et la compétition, ils en viennent à écraser d'autres paysans (leurs voisins si nécessaire) pour continuer à envahir les marchés de produits alimentaires à bas prix.

L'aménagement de nos terres agricoles est tributaire de ces impératifs économiques apparemment incontournables: champs de culture sans haies, étables pour élevages industriels hors sol (porcs, poulets, etc.).

Parallèlement, depuis le début des années 1970, une autre agriculture s'est développée. Persuadés que ce système productiviste conduit l'humanité dans une impasse, de nombreux paysans et citoyens ont créé des petites structures de circuit court avec des méthodes respectueuses de l'environnement et de l'homme. Agriculture biologique et de terroir progressent lentement, mais sûrement. Des groupements de producteurs, groupements d'achats, organisations environnementales et d'éducation permanente soutiennent l'émergence de cette agriculture-là. Malgré le travail des lobbyistes des grandes sociétés agro-industrielles et leur puissante influence sur les institutions européennes, la politique agricole commune européenne est petit à petit remise en cause. Car cette agriculture productiviste ne peut se maintenir qu'avec l'argent de la collectivité. Or ce système profondément inefficace ne peut être transformé que par de nouvelles régulations des marchés de produits agricoles et par une politique d'affectation du sol soucieuse de préserver les terrains existants, de permettre l'accès à la terre pour de nouveaux agriculteurs et de recréer de l'emploi dans le secteur. La stabilisation des prix équitables pour les producteurs avec des exigences environnementales, la mise en place d'échanges commerciaux équitables, le rééquilibrage entre culture et élevage dans chaque territoire et la relocalisation des activités de production et de consommation de l'alimentation, sont autant d'éléments à prendre en compte dans les prochaines politiques agricoles pour contrer ce système aberrant. Combats politiques et émergences des petites structures de circuits courts sont les deux facettes de cette nouvelle lutte sociale.

En ville: tous égaux?

Les femmes utilisent les transports en commun, sortent de chez elles, circulent dans la rue. Elles accompagnent leurs enfants à l'école, font les courses, rendent visite à leurs amies et voisines.

Est-ce pour autant qu'elles ont accès de manière égale à la ville ? Les rapports entre les femmes et les hommes sont-ils égaux dans la rue, les cafés, dans les bus, les métros, et cela jour et nuit ?

Les violences que les femmes vivent dans la ville sont nombreuses.

Aborder l'aménagement du territoire, la façon de concevoir la ville sous l'angle de toutes les personnes qui l'utilisent, y compris des femmes, est une façon d'améliorer la qualité de la ville en tentant de la rendre plus égalitaire, plus agréable pour toutes et tous.

Des expériences, des initiatives ont lieu. Les femmes marchent dans la ville pour la regarder autrement, pour repérer les lieux, les éléments qui les insécurisent. Des projets européens initient des aménagements de la ville en fonction des temps et déplacements différents liés à l'emploi du temps.

Des femmes occupent la rue pour y porter des revendications : grèves de la FN, dépénalisation de l'avortement, marches mondiales, femmes contre la crise... Ces expériences sont autant de réappropriation de l'espace public par les femmes.

Divers outils existent pour aborder cette question et porter un regard critique, genré sur la ville. Citons entre autres ceux-ci :

- La rue est à nous ! Une démarche qui invite les femmes à s'approprier la ville, le quartier est un outil d'animation proposant différentes étapes d'analyse de l'espace public selon la méthode de la marche exploratoire et de création de revendications ;
- Femmes et villes - Violences dans l'espace public est un outil d'apprentissage du français (adaptable à d'autres publics) visant à permettre aux femmes de s'exprimer sur les

Des insultes sexistes aux agressions, des places, parcs, bars où elles sont persona non grata aux transports en commun auxquels elles ne peuvent pas accéder avec des poussettes... Toutes ces situations de violences directes ou indirectes sont autant d'éléments qui font que les femmes ne se sentent pas toujours en sécurité dans l'espace public. Ces exemples montrent que la conception actuelle de la ville n'est pas égalitaire.

violences qu'elles rencontrent en ville et à construire progressivement des revendications à transmettre aux pouvoirs publics.

Ces outils sont disponibles au secrétariat de Vie Féminine par téléphone: 02.227.13.00, par mail: secretariat-national@viefeminine.be ou via le site internet: www.viefeminine.be

Ce dossier a été réalisé par le CIEP (Mouvement d'éducation permanente du MOC).

Le Mouvement Ouvrier Chrétien rassemble et est le porte-parole politique de ses organisations constitutives: CSC, Mutualité Chrétienne, Vie Féminine, les Equipes Populaires, la JOC et JOCF et le groupe ARCO.

* Remerciements par ordre d'apparition: à Luc MARÉCHAL, Bénédicte VELLANDE, Thierry LAUREYS, Philippe DEFEYT, Hélène SPITAEELS ainsi que l'équipe du CIEP communautaire
• Graphisme: Marie-H Toussaint • Editeur responsable: V. DELVAUX, chaussée de Haecht 579 à 1030 Bruxelles.

Un aménagement du territoire pour quels logements?

Qu'il soit privé ou social, le logement est de plus en plus régi par des normes les plus diverses. Au cours des dernières années, ce sont les normes énergétiques qui, à juste titre, ont été dopées. Même si d'autres concernent la hauteur des plafonds, la taille des fenêtres, etc.

Pourtant, à quoi cela sert-il d'avoir un logement énergiquement performant s'il est localisé loin de l'école, des commerces et d'autres services, publics et privés, loin du boulot, nécessitant ainsi une importante dépense énergétique pour se déplacer et imposant des contraintes en termes de temps ?

À quoi cela sert-il d'avoir un logement répondant aux normes techniques si c'est pour être isolé, dans un lieu sans diversité (par exemple : quartier périurbain exclusivement résidentiel ou quartier de bureaux) ou dans un environnement social trop homogène (par exemple, dans certains lotissements, les habitants vieillissent en même temps) ? C'est ainsi que les habitants permanents de certains «campings» préfèrent leur caravane qui n'est pas aux normes dans un lieu socialement riche à un logement social «parfait» dans un lieu socialement pauvre.

Les logements seront de plus en plus diversifiés, de par leur taille et leur agencement. Parce que les modes de vie évoluent (notamment avec la croissance du travail à domicile), parce que les besoins des personnes âgées sont différents de ceux des plus jeunes, parce que les contraintes foncières imposeront la transformation en logements de toutes sortes de bâtiments (anciens bâtiments industriels, bureaux, etc.), la construction de tours de conception nouvelle, l'occupation des «friches» urbaines (espaces au-dessus d'autres bâtiments ou coincés entre deux bâtiments).

Par ailleurs, le logement à vie c'est fini. Parce que les ménages se séparent et se recomposent. Parce qu'on trouve du boulot ailleurs. Parce que le logement familial est devenu trop inconfortable à 75 ans.

Un aménagement du territoire intelligent doit tenir compte de ces nouveaux besoins et de toutes ces évolutions :

- en assurant une bonne répartition spatiale des services de toute nature nécessaires à la vie moderne (achats, loisirs, santé, sports...);
- en mêlant harmonieusement logements, lieux de travail, commerces, écoles, etc. ;
- en densifiant l'occupation du sol pour des raisons énergétiques et de cohésion sociale ;
- en assurant une diversité des logements (logements privés et publics, logements adaptés, intergénérationnels...), par exemple pour permettre à une personne âgée de migrer vers un autre logement dans son quartier ;
- en offrant à proximité des espaces de vie communautaire (parcs, salles communales, jardins collectifs, centres d'accueil de jour pour personnes âgées...).

De très nombreuses associations défendent ces différents enjeux et interpellent les responsables politiques pour les sensibiliser, si cela n'est déjà fait, à ces réflexions absolument nécessaires si on veut créer un espace de vie où chacun pourra trouver une place de choix.

L'aménagement du territoire, une compétence, des acteurs, des organes et des notions¹

1. Les acteurs

En fonction de la région concernée, il y a un **ministre compétent pour l'aménagement du territoire**.

Au niveau de la Région wallonne, c'est le Ministre Philippe HENRY (ECOLO) et pour la région de Bruxelles-Capitale, Charles PICQUÉ (PS), Ministre-Président, a aussi cette compétence régionale.

Au niveau des **administrations publiques régionales**, on trouve, d'une part, la DG04 (Direction Générale Opérationnelle - Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie) qui est le référent pour la Région wallonne pour l'aménagement du territoire. Elle travaille sous les ordres du Ministre compétent. L'Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement (AATL) est son pendant bruxellois.

La CRAT (Commission Régionale d'Aménagement du Territoire), le CWEDD (Conseil Wallon de l'Environnement pour le Développement Durable), les CCATM (Commission Consultative sur l'Aménagement du Territoire et la Mobilité) et les CLDR (Commission Locale de Développement Rural) sont des organes de consultation où les citoyens et/ou associations sont impliqués directement. Ces organes sont amenés à rendre des avis sur les différents projets d'aménagement du territoire.

2. Les outils

Trois cadres légaux structurent l'aménagement du territoire en fonction de la région concernée.

- Le CWATUPE (Code wallon de l'aménagement du territoire, de l'urbanisme, du patrimoine et de l'énergie) pour la Région wallonne;
- Le COBAT (Code bruxellois de l'aménagement du territoire) pour la Région de Bruxelles-Capitale;
- Le DORO (Decreet houdende de organisatie van de ruimtelijke ordening) pour la Région flamande.

Des outils permettent de rendre effectifs des cadres légaux. Nous n'aborderons ici que la Région wallonne et bruxelloise.

Pour chaque région, les outils sont définis à la fois au niveau régional et ensuite déclinés au niveau communal. Ces outils sont de trois ordres: **des documents d'orientation** (non contraignants), traduits dans des **plans** et des **règlements** (contraignants).

	Région wallonne		Région bruxelloise	
	régional	communal	régional	communal
Niveaux	SDER	SSC	PRD	PCD
Orientations	SDER	SSC	PRD	PCD
Plans	PS	PCA	PRAS	PPAS
Règlements	RRU	RCU	RRU	RCU

En Région wallonne:

SDER: Schéma de développement de l'espace régional

PS: Plan de secteur

RRU: Règlements Régionaux d'Urbanisme

SSC: Schéma de Structure Communal

PCA: Plan Communal d'Aménagement (dont notamment le PCM (Plan Communal de Mobilité))

RCU: Règlements Communaux d'Urbanisme

En Région bruxelloise:

PRD: Plan Régional de Développement

PRAS: Plan Régional d'Affectation du Sol

RRU: Règlements Régionaux d'Urbanisme

PCD: Plan Communal de Développement

PPAS: Plan Particulier d'Affectation du Sol

RCU: Règlements Communaux d'Urbanisme

Les plans de secteur en Wallonie et le plan régional d'affectation du sol à Bruxelles sont des plans d'affectation du sol. Dans les plans de secteur, différentes zones peuvent être définies:

- La zone d'habitat (ZH) et notamment la zone d'habitat à caractère rural (ZHCR)
- La zone de services publics et d'équipements communautaires (ZSPEC)
- La zone de loisirs (ZL)
- La zone d'activité économique (mixte et industrielle) (ZAE/M/I)
- La zone d'extraction (ZE)
- La zone d'aménagement communal concerté (ZACC) et notamment la zone d'aménagement communal concerté à caractère industriel (ZACCI)
- La zone agricole (ZA) et notamment la zone forestière (ZF)

Dans le plan régional d'affectation du sol, les principales zones sont:

- La zone d'habitat
- La zone de mixité (logements avec également des possibilités d'implanter des commerces, bureaux et petites entreprises)
- La zone d'activité (bureaux)
- La zone d'équipements d'intérêt collectif ou de services publics
- La zone verte

Des plans thématiques peuvent aussi être mis sur pied pour aborder des thématiques transversales liées à l'aménagement du territoire: plan de développement commercial, plan d'implantation d'éoliennes, plan de mobilité,...

1. Note réalisée par Perrine Detober, permanente CIEP communautaire et Anaïs Trigalaet, chargée de mission au MOC, toutes deux membres du Groupe de travail thématique du CIEP-MOC «Aménagement du territoire».

Pour en savoir plus...

Cette bibliographie et sitographie sont sélectives et non exhaustives. Réalisées par FRANCE HUART, permanente communautaire du CIEP, elles accompagnent la Campagne 2011 du CIEP.

Bibliographie

Aménagement du territoire

- «Aménagement du territoire ou territoires à ménager» (Dossier), dans *Symbioses*, n°86, Ed. Réseau Idée, 2e trimestre 2010 (www.symbioses.be/consulter/86/)
- «L'aménagement du territoire, de la théorie à la pratique. Y-a-t-il un pilote dans la grue?» (Dossier), dans *Politique. Revue des débats*, n°55, juin 2008.
- «Développement régional en perspective» (Dossier), dans *L'Esperluette &*, Ed. CIEP-ISCO, n°39, janvier-mars 2004 (www.ciep.be/documents/esper-2004-39.pdf)
- «Réhabiliter nos sols», dans *L'environnement pour les Européens*, août 2011, n° 44, supplément semaine verte 2011.
- «Le PRDD, enjeu et révélateur» (Dossier), dans *Le chou de Bruxelles*, Ed. CIEP-MOC de Bruxelles, juillet-septembre 2011, N° 77.
- «Instruments d'aménagement du territoire», dans Manuel pour la gestion des procédures relatives à la PEB, partie I, Union des Villes et Communes de Wallonie, septembre 2009, p. 18-29.
- ASSOUD, B., «Gare de Mons: du vandalisme à la dilapidation», *Extrait de nLEWS*, IEW, 13 octobre 2011, N° 98 (www.iewonline.be/spip.php?article4445)
- BATAILLE, L.-M., «Coopération pluricommunale: vers des communautés de territoires», dans *Mouvement communal*, août-septembre 2011, n° 860, p. 9-15.
- BULOT, Ch. et POGGI, D., *Droit de Cité pour les femmes*, Paris, Éditions de l'Atelier, 2004 (Coll. «Les savoirs de la ville»).
- CORNUT, P., BAULER, T. et ZACCAI, E., *Environnement et inégalités sociales*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2007 (Coll. Aménagement du Territoire).
- COSTERMANS, D., *L'aménagement du territoire expliqué aux enfants*, Bruxelles, Éditions de la Chambre de Commerce et d'Industrie-Luc Pire, 2002 (Collection «Expliqué aux enfants» + *Dossier pédagogique* (38p.))
- DAMON, J., «L'urbanisation du monde: espoirs et menaces», dans *Sciences humaines*, novembre 2011, n° 231, p. 22-27.
- DE WASSEIGE, Y., «Le développement des arrondissements wallons. Essai d'analyse comparée», dans *Courrier hebdomadaire CRISP*, n° 1624, 1998.
- DUPLAT, G., «Botta: l'architecte et les valeurs de l'homme», dans *La Libre Belgique*, 27 septembre 2011 (www.lalibre.be/culture/arts-visuels/article/687826/botta-l-architecte-et-les-valeurs-de-l-homme.html)
- GOSSELAIN, P., «La question patrimoniale et la ville européenne», dans *La Revue nouvelle*, septembre 2011, n°9.
- KROLL, L., «L'étalement urbain, les subprimes et corviale», *Etopia, Varia*, 29 septembre 2011 (www.etopia.be/spip.php?article1895)
- MORENVILLE, C., «Riverains - travailleurs: une possible conciliation», dans *Démocratie*, 15 janvier 2005 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=352)
- REZETTE, P., «Quoi de neuf pour les CCAT?», dans *Suppléments du Dossier de Regards-MOC Liège*, n°65, mars 2007 (http://moclidge.be/IMG/pdf/reg065_dossier.pdf)

- TELLIER, C., *De la conquête de l'espace à l'aménagement intelligent*, IEW, 29 septembre 2011 (www.iewonline.be/spip.php?article4419)
- VERMEYLEN, P., «Bilan du Plan régional de développement de la Région bruxelloise (I-II)», dans *Courrier hebdomadaire CRISP*, n° 1639-1640, 1999; n° 1648-1649, 1999.
- Alter échos publie son *Bimensuel de l'actualité sociale à Bruxelles et en Wallonie*, qui traite, entre autres, des différentes facettes du territoire. Ce bimensuel est accessible sur abonnement papier ou en ligne. Il est dans une version résumée sur www.alterechos.be/
- *La lettre des CCATM*, publication bimestrielle de l'Inter-Environnement Wallonie, informe sur l'urbanisme et l'aménagement du territoire. Les articles mêlent des considérations techniques et juridiques à des sujets d'actualité. Toutes les Lettres (sauf la dernière) sont accessibles gratuitement sur www.iewonline.be/spip.php?article664
- Documents, Etudes et *Les Cahiers de l'Urbanisme* sont publiés par la Direction Générale opérationnelle Aménagement du territoire, Logement, Patrimoine et Énergie de la Région wallonne: par exemple, le CWATUPE, «Rénover et revitaliser les centres urbains en Wallonie», «Aménagement du territoire et inégalités sociales», «L'Agenda 21 des communes rurales», «Patrimoine et développement urbain» (Liste des publications (gratuites ou à acheter sur <http://mrw.wallonie.be/DGATLP/DGATLP/Pages/DGATLP/PagesDG/Publications.asp#coll>))

Mobilité

- *Le coût des déplacements des personnes*, Bruxelles, Ed. FEC-CSC, 2010 (www.fecasbl.be/media/pool/76/764928/data/develop_durable/cout_deplacement_basse_resolution_site_internet.pdf)
- *Eloge de la Mobilité. Le rail, la péniche et le bitume. Actes de la 80e Semaine sociale Wallonie-Bruxelles* (2002), Ed. Couleurs Livres-MOC, 2003.
- «Mobilité et social: le crash test» (Dossier), dans *Alter Echos*, décembre 2010, n° 306-307 (www.alterechos.be/download/dossier/List/20101210_ae_Special_Mobilite.pdf)
- «MOBIL-idées» (Dossier), dans *L'Esperluette &*, n°65, Juillet-Septembre 2010 (www.ciep.be/documents/esper-2010-65.pdf)
- «Mobilité: les femmes ont leur mot à dire!» (Dossier), dans *Axelle*, Vie féminine, n°138, avril 2011.
- «Êtes-vous un éco-driver?», dans *L'Info-CSC, CSC*, n°51-52, 19 décembre 2008
- LIENARD, Cl., *Ca roule ma poule. Théories et actions collectives de femmes pour la mobilité en Wallonie*, Bruxelles, 2010 (Collection «Cahiers de l'UF», n°5).
- ORBAN, Fr., «Mobilité: le prix de l'individualisme», dans *Démocratie*, 1er septembre 2000 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=135)
- SCHOONBRODT, R., «Du code de la route au 'Code de la rue'», dans *Démocratie*, 15 décembre 2002 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=254)
- SCHOONBRODT, R., «Mobilité: du code de la route au code de la rue?», dans *Démocratie*, 15 décembre 2002 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=253)

- SCHOONBRODT, R., «Halte! De quoi la mobilité est-elle le nom?», dans *Politique. Revue des débats*, n° 64, avril 2010.
- STERCK, A., «La politique des déplacements en Région bruxelloise», dans *Courrier hebdomadaire Crist*, n° 1408-1409, 1993.

Développement durable

- «Mesurer autrement le développement c'est possible», dans *Contrastes*, Ed. Equipes populaires, n° 106, janvier-février 2005.
- «Le développement durable» (Dossier), dans *L'Esperluette &*, Ed. CIEP-ISCO, n°38, Octobre-Décembre 2003 (www.ciep.be/index.php?p=g&id=155)
- «Genre et développement durable», dans *Les essentiels du genre*, n°9, Ed. Le Monde selon les femmes, Bruxelles.
- *Plaidoyer pour le genre dans le développement durable*, Ed. Le Monde selon les femmes, 2008 (www.mondefemmes.org/pdf/getpdf.asp?docnr=156)
- DEFEYT, Ph., «Développement durable: un bilan mitigé...», dans *Démocratie*, 15 avril 2004 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=317)
- PERRET, B., «Développement durable: retrouver le sens de l'utopie», dans *Démocratie*, 1er octobre 2009 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=605)
- SONCK, M., «Quel modèle économique pour la ville de demain?», dans *Politique. Revue des débats*, n° 71, Septembre-octobre 2011.
- STEINBACH, Ch., «Quel développement durable?», dans *Question de point de vue*, Ed. Equipes populaires, juin 2005.

Ville et lien social

- «Démocratie participative. Gérons la ville nous-mêmes! Catalogue d'expériences participatives» (Dossier), dans *Politique. Revue des débats*, Hors-Série, n°3, septembre 2005.
- DAMON, J. (sous la dir. de), *Villes à vivre; modes de vie urbains et défis environnementaux*, Éditions Odile Jacob, janvier 2011.
- GOLMAN, H., «Balises pour une transition économique équitable en ville», dans *Politique. Revue des débats*, n°71, septembre-octobre 2011.
- LA CECLA, F., *Contre l'architecture*, Arléa, mars 2011.
- LUNA, E., «Contrats de quartier à respecter», dans *Politique. Revue des débats*, Hors-Série, n°8 (Le syndicat dans la ville), décembre 2007.
- OZER, P., «Reconstruire la ville sur la ville», dans *Le Soir*, Carte blanche, 20 novembre 2009.
- RUSSELOT, L., «Faire sans défaire la ville», dans *Politique. Revue des débats*, Hors-Série, n°8 (Le syndicat dans la ville), décembre 2007.
- SCHOONBRODT, R., «Ville et justice sociale: démocratiser radicalement l'urbanisation», dans *Démocratie*, 15 septembre 2008 (www.revue-democratie.be/index.php?p=art&id=533)

Présentation d'associations

• **ARAU** mobilise l'énergie des Bruxellois autour des enjeux urbains de leur ville: visites guidées, dossiers urbains.
www.arau.org

• **Associations 21 pour un développement durable**
www.associations21.be

• **BRISE** Réseau Intersyndical de Sensibilisation à l'Environnement au niveau bruxellois.
www.brise-milieu.be/accueil

• **Cellule syndicale de mobilité de la FEC** (Formation, Education, Culture de la CSC) propose des formations et des outils pour mieux cerner les enjeux de développement durable.
www.fecasbl.be/accueil.html

• **Fédération Inter-Environnement Wallonie IEW** regroupe 150 associations au service de l'environnement. Les sujets traités sont l'agriculture, la nature, la forêt, l'air, l'eau, le sol, l'aménagement et l'urbanisme, l'énergie et le climat, la mobilité et l'accessibilité, la pollution chimique, les déchets, la santé environnementale. Elle propose également des outils.
www.ielowline.be

• **Espace environnement**
www.espace-environnement.be

• **Etopia** est le Centre d'animation et de recherche en écologie politique.
www.etopia.be

• **IDee-Réseau associatif** a pour objectif de diffuser et d'informer en éducation à l'environnement.
www.reseau-idee.be

• **IEB Inter-Environnement Bruxelles** fédère 80 comités de quartier et groupes d'habitants qui agissent pour améliorer la qualité de la vie à Bruxelles.
www.ieb.be/

• **Habitat et participation** a pour objet de promouvoir les processus participatifs décisionnels interactifs, supposant la mise en oeuvre d'un dialogue et d'un partenariat. L'association oeuvre plus particulièrement dans les domaines de l'habitat, de la gestion des territoires et du développement urbain et rural.
www.habitat-participation.be

• **Groupement Européen de Coopération Territoriale (GECT)** a pour objectif de servir d'instrument de coopération au niveau communautaire afin de surmonter les obstacles qui entravent la coopération transfrontalière. Le GECT permet, en effet, à des groupements coopératifs de mettre en oeuvre des projets de coopération territoriale cofinancés par la Communauté ou de réaliser des actions de coopération territoriale à l'initiative des Etats membres.

• **Pro-vélo** a pour objectif de conseiller les autorités en matière d'aménagements cyclables et d'organiser des événements de promotion de l'usage du vélo. L'ASBL offre des services pour aider autorités, écoles, entreprises et particuliers à promouvoir le vélo et utiliser le vélo dans les meilleures conditions de sécurité et de confort.
www.provelo.org

• **Le Gracq** est très actif pour promouvoir la mobilité douce.
www.gracq.org/

• **Réseau wallon des Maisons de l'urbanisme:** Les Maisons de l'urbanisme ont pour objet de sensibiliser et impliquer le public le plus large aux enjeux de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, ainsi que d'encourager celui-ci à participer à la définition de son cadre de vie. En Région wallonne, elles sont au nombre de 6 (Charleroi, Court-Saint-Etienne, Liège, Viroinval, Marloie et Attent).
www.maisonsdelurbanisme.be

• **RISE (Réseau intersyndical de sensibilisation à l'environnement CSC-FGTB)** a été créé conjointement par la FGTB et la CSC pour venir en appui aux délégués syndicaux sur les questions environnementales.
www.rise.be

• **Région wallonne-Direction Générale Opérationnelle de l'Aménagement du Territoire, Logement, Patrimoine et Energie** (ex-DGATLP). Le Département de l'Aménagement du Territoire et de l'Urbanisme est organisé en six directions: l'aménagement régional, l'aménagement local, l'urbanisme et l'architecture, l'aménagement opérationnel, juridique, recours et contentieux, géomatique.
<http://mrw.wallonie.be/dgatlp/dgatlp>

• **Service public fédéral Développement durable**
www.developpementdurable.be/fr

• **Administration de l'Aménagement du Territoire et du Logement de la Région de Bruxelles-Capitale** (AATL)
www.bruxelles.irisnet.be/fr/region/region_de_bruxelles-capitale/ministere_de_la_region_de_bruxelles-capitale/competences_et_organisation/amenagement_du_territoire_et_logement/direction_administrative_et_financiere.shtml

• **Association de la ville et des communes de la Région Bruxelles-Capitale** (AVCB)
www.avcb-vsbg.be/fr/mati/m_log_fr.htm

• **Union des villes et des communes de Wallonie** (UVCW)
www.uvcw.be/cadredevie/logement/



Outils pédagogiques

• *Consommation et développement durable du Guide pratique pour l'action* (Fiche pédagogique), Cahier de l'animation des Equipes Populaires, n°7, août 2006.

• «Regards croisés sur le développement durable - Boîte à outils à l'usage de la société civile», janvier 2011, Ed. Associations 21
www.associations21.org/IMG/pdf/assoc21-web.pdf

• Manuel «Education à l'environnement. 28 outils pour se lancer. Sélection franco-belge», septembre 2011
(www.reseau-idee.be/outils-pedagogiques/pdf/28outils.pdf)

• «Pour un logement décent pour tous, contre la précarité énergétique», dossier pédagogique, CRW doc 2011/11, Point 6, 22 septembre 2011, CSC.

• «Femmes et villes. Violences dans l'espace public» Outil pédagogique, Alpha d'un autre genre, Vie féminine, 2011.





Au cœur de l'engagement militant

PAR FLORENCE MOUSSIAUX,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE

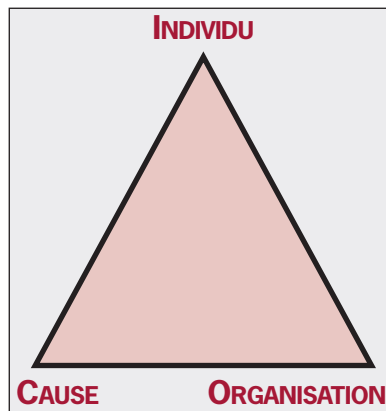
FOCUS SUR L'EXPÉRIENCE SYNDICALE

A lors qu'aujourd'hui, la militance se transforme et se diversifie, alors que les causes de l'engagement se font parfois concurrence, la CSC a décidé de réfléchir à son militantisme syndical, à l'horizon 2020. En partenariat avec la FEC¹, la FTU² a réalisé un travail prospectif et analytique de récits d'expériences relatés par une centaine de syndicalistes et recueillis entre novembre 2009 et mai 2010.

Une publication⁴ et un récent colloque à Louvain-la-Neuve³ ont fait le point sur les résultats de cette enquête sociologique, en éclairant tout particulièrement les réalités actuelles de l'engagement au sein de cette organisation syndicale.

TROIS PILIERS À LA RECHERCHE D'UN ÉQUILIBRE

Cette étude participative met en évidence trois pôles indissociables, constitutifs et interactifs de l'action militante: l'individu engagé, l'organisation sociale et la(les) cause(s) portée(s) par les militants(es). En effet, l'engagement nécessite la rencontre entre ces trois éléments: «c'est le résultat de la rencontre entre les dispositions d'une personne, son intérêt pour une cause et les interrelations qui se mettront en place entre des individus et une organisation ou un collectif».



En s'engageant pour une cause, **l'individu** fait preuve d'une volonté d'agir plutôt que de subir. Il vient dans une organisation, avec une vision personnelle de son rôle, après avoir réalisé une évaluation des bénéfices liés à son adhésion, comme le démontre le politologue Daniel Graxie⁵. En effet, au-delà de la démarche bénévole et individuelle du don de soi, le militant est attiré par une cause qui représente un intérêt collectif (social, culturel, environnemental), mais qui va aussi lui apporter des avantages, notamment en termes de développement de savoir-faire, de capacité à s'affirmer, de reconnaissance sociale, de réseau, de convivialité. Il va également devoir évaluer les coûts et les risques liés à son engagement, que ce soit en matière de temps investi, d'énergie, de licenciement, etc... Ce calcul reste bien souvent dans l'ombre puisque militer représente un acte désintéressé.

Le second pilier est l'essence même de la mobilisation, à savoir **la cause**. Elle s'inscrit dans un contexte historique et politique évolutif. Elle représente un intérêt collectif rassembleur. Avec l'apparition du «marché de l'offre

militante» (à savoir la démultiplication des causes et des thèmes, la légitimation de certaines, l'environnement, l'internationalisation de l'engagement, etc.), les causes changent de visage et entrent même parfois en concurrence entre elles. Elles subissent de nombreuses transformations, liées aussi aux manières de militer (avec le développement du militantisme virtuel et de ses espaces médiatiques).

L'organisation doit aussi développer des stratégies pour construire collectivement et maintenir les engagements des militants autour d'une cause déterminée. On peut ainsi dire que l'organisation militante est une structure qui recrute, sélectionne, fidélise, forme et façonne ses militants. Elle doit donc mettre en place des stratégies pour offrir des bénéfices aux individus engagés: socialisation, valorisation, appartenance... Elle régule leurs engagements (dans le sens où elle donne des règles) et crée des relations de pouvoir dans une structure bien spécifique. On peut encore ajouter que sa taille va nécessairement modeler les manières de s'engager. De sa structure, naîtra (ou non) un sentiment de distance, plus ou moins grand, entre l'individu et les lieux de décision.

A PARTIR DU VÉCU DE MILITANTS SYNDICALISTES

Les récits recoltés des syndicalistes éclairent un certain nombre de difficultés rencontrées, tout en mettant en avant un certain nombre d'éléments positifs par rapport à ces trois piliers de l'engagement.

Au niveau des individus, l'analyse des récits met en exergue un sentiment d'impuissance et de solitude vécu par un certain nombre de militants ainsi qu'un manque de reconnaissance par rapport à leur implication.

Au niveau des relations à la structure, ils expriment, entre autres, des difficultés liées à la complexité de l'organisation qui leur semble éloignée du terrain, ainsi que ses frictions internes et externes. Le rôle du permanent en tant qu'interface entre le militant de base et la structure est donc prépondérant.

Au niveau de la cause, les récits mettent l'accent sur la difficulté à répondre à des intérêts individuels divergents, corporatistes ou identitaires alors que le militant se considère comme le porte-parole de l'intérêt collectif. Bien heureusement, les succès syndicaux viennent contrebalancer ces difficultés et permettre aux militants syndicaux de se ressourcer, de se motiver et de se rappeler la force de leur engagement, l'importance des combats sociaux et des valeurs collectives.

ALORS, POUR QUEL(S) CHANGEMENT(S)?

Tourné vers une volonté opérationnelle, ce travail de collecte et d'analyse pointe aussi des éléments indispensables au changement: la nécessité des formations syndicales, le renforcement de la collaboration avec les permanents -sur un mode coopératif plus qu'autoritaire- et le décloisonnement de l'organisation elle-même. Pour cela, il est nécessaire de changer la manière de fonctionner collectivement au-delà des cadres actuels. Pour nourrir cette réflexion, les ateliers de l'après-midi du colloque ont alimenté cette réflexion et ont permis de dégager des pistes intéressantes à creuser, comme la prise en compte des rapports sociaux de sexes de l'engagement militant au sein d'un syndicat et l'importance de la formation. ■

1. La FEC (Formation Education Culture) est, depuis 1979, une association d'éducation permanente et de promotion socioculturelle des travailleurs. Elle organise des activités d'animation, de formation, d'information et de recherche-action.
2. La Fondation Travail-Université (FTU) est, depuis 1966, un trait d'union entre le monde du travail et le monde de l'université. Elle déploie aujourd'hui ses activités dans trois domaines: l'éducation permanente à destination du monde associatif, la recherche sur des thèmes d'intérêt sociétal et les relations entre les organisations sociales et le monde académique.
3. Colloque scientifique sur l'engagement militant qui s'est déroulé le 15 septembre 2011 à Louvain-la-Neuve.
4. VENDRAMIN P. et CULTIAUX J., *Militer au quotidien*, Louvain-la-Neuve, Presses universitaires de Louvain, 2011.
5. GRAXIE D., «Rétributions du militantisme et paradoxes de l'action collective», dans *Swiss Political Science Review*, n° 11 (1), 2005, p.157-188.
(<http://onlinelibrary.wiley.com/doi/10.1002/j.1662-6370.2005.tb00051.x/pdf>)

Un logement décent, un droit pour tous!

«Je dois consacrer jusqu'à 10% de mon budget à ma facture d'énergie. Pourtant, je fais attention à ne chauffer que le strict minimum».

Ce témoignage est malheureusement représentatif de ce que vivent de très nombreuses personnes chez nous. En Belgique, 25% de la population vit dans un logement peu ou pas isolé. Chauffage d'appoint électrique, murs

extérieurs mal ou pas du tout isolés, baies vitrées sans double vitrage... Autant de sources de déperdition de chaleur. Les locataires de petits revenus qui en subissent les effets ont peu de moyens pour y remédier. Non seulement leur logement grève le budget de leur ménage, mais il nuit aussi à leur environnement et à leur santé.

CETTE SITUATION EST INACCEPTABLE!

Malgré les promesses et les programmes des gouvernements, cette situation reste d'actualité. La CSC ne s'y résigne pas. Elle demande aux autorités fédérales et régionales de prendre au plus vite les mesures législatives qui s'imposent pour:

- réaliser une tarification progressive et solidaire au bénéfice de chaque ménage;
- augmenter l'offre de logements publics passifs ou basse énergie;
- inciter les propriétaires à améliorer la qualité énergétique des logements qu'ils mettent en location;
- permettre aux revenus faibles et moyens de bénéficier de taux réduits pour réaliser des travaux qui permettront des économies d'énergie;
- encadrer strictement les loyers des bâtiments qui ont bénéficié d'aides à la réalisation de travaux d'isolation. ■



© REPORTAGE PHOTO & 70

SI TU SOUHAITES SOUTENIR CES REVENDICATIONS DE LA CSC, SIGNE LA PÉTITION EN LIGNE: WWW.CSC-EN-LIGNE.BE/ACTUALITE/CAMPAGNES/LOGEMENT_DECENT/LOGEMENT_DECENT.ASP

1. Voir à ce propos la campagne des Equipes populaires sur l'encadrement des loyers: www.equipespopulaires.be



Des valises contre la violence à l'égard des femmes!

A l'occasion de la Journée internationale pour l'élimination de la violence à l'égard des femmes (25 novembre), Vie Féminine a organisé plusieurs actions de sensibilisation, afin de marquer la fin de leur campagne «Stop à la violence masculine». Les objectifs de cette campagne sont essentiellement de donner une autre vision des violences faites aux femmes au sein du couple, mais aussi de faire reconnaître les violences masculines comme une manifestation des rapports de domination des hommes sur les femmes, qui s'appuient sur des mécanismes et des stéréotypes profondément ancrés dans les mentalités. En effet, selon la Déclaration sur l'élimination de la violence à l'égard des femmes des Nations Unies (1993), «la violence à l'égard des femmes traduit des rapports de force historiquement inégaux entre hommes et femmes, lesquels ont abouti à la domination et à la discrimination exercées par les premiers et freiné la promotion des secondes...».

UNE PÉTITION

Parallèlement aux différentes actions en région, une large pétition «stop à la violence masculine» a été lancée depuis plusieurs mois pour plusieurs raisons:

- Parce que cette violence humilie, détruit et tue;
- Parce qu'elle dégrade la santé des femmes;
- Parce qu'elle isole et appauvrit les femmes;
- Parce qu'elle reste encore trop souvent impunie;
- Parce qu'elle doit tout simplement cesser!

Outre mettre réellement la lutte contre les violences conjugales au cœur des politiques publiques, cette pétition met en avant trois revendications prioritaires: investir dans une politique de prévention qui s'attaque aux racines des violences à l'égard des femmes et aux causes des inégalités entre les sexes; changer le regard des institutions (police, justice, milieu médical, CPAS, médias...) sur les femmes victimes de violences; faire appliquer rigoureusement et sur tout le territoire belge, la circulaire «Tolérance zéro» (qui poursuit les auteurs de violences avec efficacité, notamment au sein des services Justice et de police).

UNE MANIFESTATION ORIGINALE À BRUXELLES

Initiée en 2009, cette campagne de mobilisation de Vie Féminine a connu plusieurs moments phares, notamment cette année avec le regroupement de femmes à Bruxelles. Le 24 novembre, à la veille de la Journée internationale, des groupes de femmes de Vie Féminine venus de toute la Belgique francophone ont déposé leurs valises remplies de pétitions et ont envahi la symbolique Place de la Liberté à Bruxelles pour interpeller Monsieur Madame tout le monde, et dénoncer les violences conjugales.

Pourquoi des valises? Cette symbolique a été mûrement réfléchie avec les femmes de Vie Féminine. Voici ce qu'elles en disent: Ces valises, ce sont des valises préparées longtemps à l'avance en vue d'un départ mûrement réfléchi. Ou encore, des valises remplies à la hâte afin de fuir dans l'urgence. Ce sont des valises qui évoquent celles que doivent emporter de

nombreuses femmes pour échapper à des violences conjugales. Des valises qui symbolisent celles que d'autres femmes ne peuvent pas faire. Des valises chargées des brimades, des abus, des coups. Des valises où pèse le silence qui occulte trop souvent ces violences. Mais ce sont aussi des valises qui abritent la volonté d'être respectée, de mener une vie libre et digne. Des valises qui portent nos cris de révolte, nos envies, nos paroles. Des valises préparant une société plus juste, plus humaine et plus solidaire!

DES RENCONTRES D'ÉVALUATION AVEC LES POLITIQUES

En outre, une délégation de militantes de l'organisation s'est rendue au siège du Parlement fédéral pour rencontrer des députés et évaluer avec eux les politiques mises en place et leurs engagements par rapport aux différentes revendications portées par Vie Féminine et tout particulièrement par rapport à la circulaire «Tolérance zéro». Cette Circulaire est en application depuis cinq ans et de grands décalages entre ce qu'elle prévoit et son application effective sur le terrain sont constatés. En parallèle à ces actions, la Ministre de l'égalité des chances, Joëlle Milquet, a reçu un groupe de femmes qui lui a remis des valises avec la pétition avec plus de 12500 signatures recueillies.

A la fin de cette action publique, la délégation et les autres participantes se sont retrouvées au Centre pour l'égalité des chances et la lutte contre le racisme pour un échange autour de ces actions et des rencontres. ■

Printemps arabe: un an après...



QUEL BILAN TIRER DE L'ACTION DES MOUVEMENTS SOCIAUX?

En Tunisie, en Egypte et dans bien d'autres pays (Lybie,...), l'année 2011 restera gravée pour longtemps dans les mémoires. Les importants mouvements populaires qui y ont vu le jour au «printemps», ont conduit, au prix d'intenses luttes et au péril de nombreuses vies humaines, à la chute de dictateurs que d'aucuns pensaient indéboulonnables.

Mais si ces mouvements ont souvent connu le même succès, leurs structurations, leurs revendications,... sont très différentes les unes des autres. Après ces victoires retentissantes, les classes politiques émergentes sont partout confrontées aux mêmes défis: rencontrer au mieux les (immenses) aspirations démocratiques et économiques de leurs concitoyens.

Pour bien comprendre les mouvements sociaux des printemps arabes et leur avenir, le Groupe de travail du CIEP-MOC «International» organise une journée d'étude politique le vendredi 13 janvier 2012 intitulée: «Printemps arabe: un an après... Quel

bilan tirer de l'action des mouvements sociaux depuis le début des événements jusqu'à aujourd'hui?». L'objectif de cette journée est de fournir, avec le recul critique nécessaire pour analyser au mieux les processus à l'œuvre, une analyse des conséquences sociales qu'ont eues les révolutions dans certains pays arabes, notamment en Tunisie et en Egypte. Par ailleurs, il nous semble pertinent de nous pencher plus spécifiquement sur le rôle joué par les mouvements sociaux (syndicats, ONG...) dans la chute et la reconstruction de régimes «démocratiques» et idéalement, de pouvoir tirer des conclusions transversales sur les revendications de ces mouvements et les rapprochements que l'on peut éventuellement faire avec le Mouvement ouvrier. ■

INFORMATIONS PRATIQUES

DATE: VENDREDI 13 JANVIER 2012

LIEU: CIEP-MOC DE BRUXELLES
RUE PLÉTINGX 19 À 1000 BRUXELLES

LA RUE PLÉTINGX EST ACCESSIBLE EN MÉTRO
STATIONS: «SAINTE-CATHERINE», «BOURSE»

INSCRIPTION SOUHAITÉE POUR 6 JANVIER AU PLUS
TARD AUPRÈS DE MARIA VAZQUEZ

TÉL: 02/246.38.51 - FAX: 02/246.38.55

COURRIEL: MARIA.VAZQUEZ@MOC.BE

L'interculturalité: à la croisée des diversités? sortie du Cahier CIEP

Ce cahier est la publication des actes de la journée d'actualité d'étude politique du 25 février 2011 qui a analysé le processus des Assises de l'Interculturalité clôturées fin 2010.

Ce dixième Cahier édité dans la Collection du CIEP s'articule en trois parties. Tout d'abord, le concept même d'interculturalité a été replacé dans le contexte social et politique européen, avec une présentation des différents modèles européens en matière de politique d'intégration. La deuxième partie se penche plus spécifiquement sur le processus des Assises de l'Interculturalité à travers les objectifs poursuivis et le fonctionnement de son comité de pilotage. Elle propose également un regard critique sur le processus. Une troisième partie donne la parole à un certain nombre d'acteurs de terrain: le Centre Bruxellois d'Action Interculturelle (CBAI), la CSC et Vie Féminine ont présenté leur spécificité, leur manière d'envisager la question et les difficultés auxquels ils doivent faire face pour un meilleur vivre ensemble. Au-delà des recommandations, le CBAI explique quels sont les moteurs, les freins et les obstacles dans la mise sur pied de projets interculturels. La CSC montre comment le sujet de l'interculturalité est traité dans sa structure, notamment à travers le service «Nouvelles migrations et diversité». Vie Féminine montre l'évolution de l'action «immigrées» vers un travail interculturel et finalement vers la présence de l'interculturalité comme une question transversale dans un travail féministe en éducation permanente. En conclusion, les défis et enjeux de l'interculturalité pour le MOC sont tout particulièrement présentés, dans le cadre d'une société plus juste et plus égalitaire, en droit et en fait. ■



9:00	Accueil et café	I Adresse du jour MOC de Bruxelles, rue Plétingx 19 - 1000 Bruxelles La rue Plétingx est située à proximité des arrêts de Métro Sainte-Catherine et Bourse.
9:30	Introduction par Willy THYS , président du groupe de travail « international » du CIEP.	
9:40	« Les racines du printemps arabe » par Alain GRESH , directeur-adjoint du Monde Diplomatique.	I Inscription souhaitée pour le 6 janvier au plus tard auprès de Maria Vazquez Tél: 02 246 38 51 Fax : 02 246 38 55 Courriel : maria.vazquez@moc.be
10:45	Pause	
11:00	« Tunisie: les mouvements sociaux dépossédés de leur évolution ? » par Vincent LEGRAND , professeur à l'Université Catholique de Louvain et membre du Centre d'Etudes et de Recherches sur le Monde arabe contemporain (CERMAC)	I Participation aux frais : gratuit
11:50	« Egypte : rôles et impacts des mouvements sociaux ? » par Natacha DAVID , journaliste à la Confédération Syndicale Internationale	
12:45	Repas Isandwichs offerts par le CIEP	
13:45	« Révolution-occupation: le cas de la Palestine » par Marianne BLUME , membre de l'Association Belgo-Palestinienne et ex-coopérante à Gaza (1995-2005).	
14:30	« Quel bilan tirer de l'action des syndicats lors des printemps arabes et au-delà ? » par Karin DEBROEY , service international de la CSC.	
15:10	« Face à ces événements, doit-on s'attendre à un changement de cap politique de l'Union européenne ? » par Olaf DEUSSEN & Johan VRINTS , membres fondateurs du Forum euro-arabe.	
16:00	Conclusions par Thierry JACQUES , président du Mouvement ouvrier chrétien	

Ce CAHIER EST DISPONIBLE GRATUITEMENT
SOUS FORMAT PDF:
WWW.CIEP.BE/DOCUMENTS/CAHIERCIEP10.PDF





La révolution des rhubarbes...

QUAND LA RUE RÂLE, ELLE PART EN CAMPAGNE À NAMUR

Après la révolution des frites et des indignés, voici le temps de la **Révolution des rhubarbes** des Equipes populaires de Namur qui met en scène l'indignation et la révolution de la rue dans un village. Cette initiative des Equipes populaires de Namur a démarré en novembre 2009 et a réuni neuf personnes âgées entre 30 et 80 ans qui ne se connaissaient pas. Ils se sont engagés dans un projet de théâtre-action autour d'une réflexion autour du développement économique et durable des régions rurales, mises à mal par la pression immobilière et spéculative. Leur seule caractéristique est d'habiter à la campagne et leur volonté de s'exprimer sur leur vécu en milieu rural.

RÉSULTAT: UNE PIÈCE DE THÉÂTRE AUTOUR D'UNE HISTOIRE BIEN BANALE

Le village de Chanlin tout entier est venu rendre un dernier hommage à Eugène, fermier décédé quelques jours auparavant. Après avoir accompagné le défunt jusqu'à sa dernière demeure, ce petit monde se retrouve autour du traditionnel sandwich et café. Les visages sont tendus, les non-dits sont enfouis et les questions brûlent les lèvres. Les habitants du village sont inquiets sur l'avenir des terres laissées par ce fermier. L'arrivée tardive d'Alexandre, le fils oublié, mettra tout le monde d'accord sur la question centrale: que vont devenir les terres et la ferme? Les discussions vont alors bon train laissant la place libre aux projets les plus fous

au nom du développement économique et au seul profit d'un petit groupe de personnes. Les idées et projets des uns et des autres ne laisseront personne indemne. Faut-il subir et laisser faire ou, au contraire, mettre en place des solutions porteuses de changement? Faudra-t-il passer par une révolution? Un retour en arrière? Quel chemin choisir entre développement durable et décroissance? C'est le village tout entier qui en sortira profondément marqué.

La Compagnie «Les Copeaux d'abord» et les Equipes populaires de Namur proposent de réfléchir à l'avenir et au développement des ces zones mais aussi à la force de la participation citoyenne. Que veut dire aujourd'hui vivre dans un monde rural? Cette question est le point de départ de cette comédie haute en couleurs,

rebondissements joyeux et humour. Avec la «Révolution des rhubarbes», ces citoyens-acteurs vous invitent à découvrir la somme de leurs réflexions sur la ruralité aujourd'hui mais aussi de leur imagination, voire de leurs délires sur l'agriculture, les énergies, le vivre en semble, la solidarité, le processus démocratique, le développement rural et la consommation responsable.

Montrée pour la troisième fois le 19 novembre au Cinex à Namur, avec un vrai succès, cette pièce de théâtre-action a été conçue dans un esprit dynamique et mobilisateur. Les prochaines représentations sont le 3 décembre à Grandvoir, le 21 janvier à Buissonville et le 27 janvier à Rochefort.

Cette pièce peut également être remontée dans d'autres lieux en Région wallonne. Une autre manière d'ouvrir le débat et de faire réfléchir sur vivre en ruralité aujourd'hui. ■

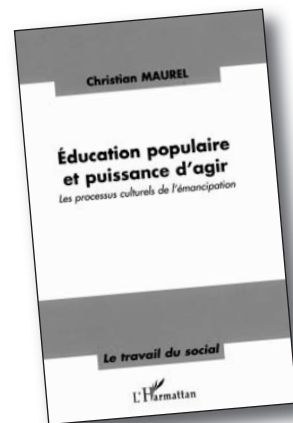
INTÉRESSÉ: LAURENT QUOIBION, ANIMATEUR
EQUIPES POPULAIRES-NAMUR
TÉL.: 081/22.74.34
COURRIEL: NAMUR@E-P.BE
POUR SUIVRE L'ACTUALITÉ
DE LA «RÉVOLUTION DES RHUBARBES», VOIR
[HTTP://AGENDARHUBARBES.BLOGSPOT.COM/](http://AGENDARHUBARBES.BLOGSPOT.COM/)



© REPORTAGE PHOTO & 70

«Éducation populaire et puissance d'agir»

Une traversée réflexive (2^E PARTIE)



PAR CHRISTIAN BOUCQ, PERMANENT CIEP COMMUNAUTAIRE

Nous vous proposons ici de poursuivre notre lecture singulière du dernier ouvrage de Christian Maurel «Éducation populaire et puissance d'agir»¹, débutée dans le précédent numéro de L'Esperluette.

L'auteur constate que notre société se trouve dans une période de transformation fondamentale, qu'il qualifie de «révolutionnaire». De manière radicalement différente des révolutions industrielles précédentes, les rapports au temps, à l'espace et aux technologies font perdre les repères des formes d'affrontements antérieurs. Le Mouvement ouvrier n'est actuellement plus en mesure de retrouver son ancrage originel dans la dimension culturelle qui était le cœur actif de l'EP (Éducation Populaire/Éducation Permanente en fonction du pays). Il semblerait que l'identification de classes sociales à leurs formes de solidarité se soit disloquée. Si cela permet à certains de dire qu'il n'y a et il n'y aura donc plus de mouvements sociaux, Christian Maurel souligne, au contraire, la nécessité de repenser l'EP comme dimension culturelle du mouvement social contemporain. Pour ce faire, il explore, avec une multitude de portes d'entrée, les champs par lesquels ces révolutions sont visibles et laissent grandes ouvertes ces nécessités d'agir.

DEVENIR SUJET DE SON ITINÉRAIRE

Dans une société en perpétuelle mouvance, l'individu est devenu nomade: contraint de tenter d'accroître ses capacités individuelles de survie face

à une précarisation permanente, notamment au niveau de son travail, du logement et de sa vie familiale. Le pouvoir, passé de la propriété des terres à celle du capital, relève aujourd'hui de la maîtrise de la transmission rapide des informations et des savoirs. La précarité généralisée au niveau de la planète, ouvre un nouvel âge des inégalités qui poussent les individus de la précarité à la survie et de la survie à la mort. Le combat est devenu une question de transformation de civilisation, entendue comme étude de l'avenir de l'espèce humaine tout entière face à son environnement.

Dans ce contexte où chacun-e devient «sujet à l'itinérance», le défi revient donc à passer de cette posture à celle de «sujet de son itinéraire». Et, dans la mesure où cela ne concerne pas seulement les modifications sociales, politiques ou économiques, mais plus fondamentalement celles d'ordre éducatif et culturel, cela implique directement l'EP. Comment, alors, l'EP se positionne-t-elle comme outil réflexif dans une société du savoir directement lié aux capacités de pouvoir?

RÉINVENTER DES REPÈRES ET DES DROITS HUMAINS

Les bouleversements sont décrits aussi dans leurs formes anthropolo-

giques. L'auteur montre comment les rites de passage de l'enfance à l'âge adulte se sont modifiés, en s'étalant dans le temps (le temps d'une adolescence sans fin). En outre, ces rites ont été survalorisés par l'intégration sociale au sein de l'école publique obligatoire et plus encore, par une société consumériste qui a érigé la jeunesse en tant que valeur suprême. Les jeunes sont ainsi devenus la cible préférée de la consommation avec, en parallèle, le développement de l'image d'une culture «jeune». De plus, l'image et la recherche d'une jeunesse semblent obligatoires pour tous les âges. Le paradoxe étant que ces mêmes jeunes «réels» (et non l'image que l'on en donne) sont donc à la fois chargés d'une responsabilité centrale au sein de cette société mais sans toutefois disposer de pouvoir effectif, notamment par rapport au type de



© REPORTAGE PHOTO & 70

société voulue. Ces jeunes en arrivent, en définitive, à substituer aux rites de passage absents (dont le travail faisait autrefois partie), des rituels sauvages de délinquance et de violence. Ces révolutions liées à la place des jeunes posent entre autres la question d'une relecture des rapports entre jeunes et adultes et aussi entre pédagogues et élèves. On entrevoit ici les questions liées au rôle de l'EP dans sa fonction phare de reconstruction de savoirs neufs et à la définition de ses publics. En Belgique, il n'est ainsi pas anodin de constater que, même dans la formalisation décrétale de l'EP, le public implique «prioritairement» les adultes. Cela montre bien combien ce travail particulier avec et par les jeunes dans des structures d'EP est sensible et peu valorisé.

Une autre lecture intéressante de ces révolutions concerne la théorie du don et du contre-don mise en évidence par M. Mauss² comme élément structurant d'une vie en société. En règle générale, les demandeurs d'emploi ne peuvent pas participer à des activités bénévoles sans risquer de perdre leurs revenus de remplacement. Ils sont ainsi contraints à être assistés et mis en incapacité de rendre, en échange, un service gratuit à cette société qui leur octroie une allocation. Avec ces réglementations, on met les personnes dans l'impossibilité de réaliser des échanges culturels pourtant fondamentaux. Quel est alors le rôle que peut prendre l'EP dans ce travail de réhabilitation culturelle?

L'auteur constate également combien le recours à une responsabilisation individuelle, par la voie assurancielles et d'autorégulation permanente qui impose à chacun-e de devenir son propre législateur, rétrécit systématiquement la capacité de se référer, voire de construire un droit de l'Humanité en général. Les droits de l'Homme, dans leur version de charte européenne, sont en ce sens un bel exemple d'un repositionnement des «droits humanitaires» vers un droit de liberté du marché³.

REPOLITISER LA SOCIÉTÉ

Sur un autre plan encore, Christian Maurel pose la question actuelle d'une politique tronquée dans ses fondements. Le débat politique sur les sujets d'actualité est confisqué par les médias, tant aux citoyens qu'aux responsables politiques. L'espace poli-

tique, devenu espace de spectacle médiatique, réduit les débats à des passes d'armes pilotées par l'audimat; alors que les décisions résultant de rapports de force entre acteurs se jouent exclusivement par des lobbys. Il en résulte un appauvrissement réel de notre capacité politique adulte, le citoyen étant ainsi transformé en spectateur consentant. Pour ma part, les soubresauts actuels vers une «contre-démocratie» ou des balbutiements, certes intéressants, telles que les actions des indignés ou le G1000 organisés récemment, posent la question d'une réelle capacité d'analyse dans des temps raccourcis et des modalités qui font perdre de vue les rapports de force réels. S'agit-il de simples manifestations d'opposition et de réactions face à des questions décidées avec des visées à long et très long terme? Comment une démarche d'interpellation par une multitude non structurée pourra-t-elle se poursuivre jusqu'à la participation et à la décision, sans s'arrêter aux portes de la seule vigilance et de l'émotion exprimée? Comment éviter le risque évident d'augmenter encore le poids des médias, des lobbys et des représentants politiques capables d'instrumentaliser ces voix?

Un double enjeu est donc au cœur de la question: la méthode d'apprentissage d'une prise de parole argumentée et audible dans ces formes sophistiquées de communication et plus fondamentalement, la manière de redonner aux citoyens (et par eux) une capacité de formation politique. Ces deux volets renvoient aussi à l'EP, portée par et avec les personnes, qui doit revitaliser, aujourd'hui, ce travail éducatif et politique face à une concurrence massive d'acteurs professionnels qui vise à la mettre hors jeu.

Mes collaborations avec les milieux scolaires de tous niveaux ont souvent mis en évidence l'effet de dépolitisation de la formation de base: sous prétexte d'une neutralité de la part de l'enseignant (soumis aux exigences institutionnelles et aux demandes parentales plus souvent que par volonté individuelle), cette pseudo-neutralité soutient et renforce l'idéologie dominante, sans nullement la questionner dans ses soubassements idéologiques, politiques et inégalitaires.

Face au manque de modèle explicatif de notre réalité sociale, des modèles

de pensée qui ont généré la transformation de notre société se sont développés. Combien ne voit-on pas d'économistes classiques tenter, selon leurs schémas dépassés, de rendre compte, d'analyser et de donner des perspectives de «sortie» de crise de manière péremptoire, expliquant autant les raisons de leurs erreurs que celles pour lesquelles ils nous pressent à reprendre le même chemin.

COMPRENDRE LES TECHNOLOGIES SANS SE LAISSER SURPRENDRE

Christian Maurel analyse cette contradiction par la nature totalement nouvelle de cette révolution qui la distingue des révolutions industrielles passées. Les forces productives incontournables actuelles sont immatérielles (les fameuses NTIC). Elles envahissent la totalité de nos champs de vie, dans toutes les sphères professionnelles, sociales, privées, éducatives, de loisirs, etc. Cette domination affecte les rapports sociaux eux-mêmes, brouille les repères et rend les frontières insaisissables, sans pour autant les gommer. Quiconque accède à un savoir, à un bien, à un mode d'action, se trouve dépassé avant même d'avoir maîtrisé cette acquisition. L'impression partagée d'obsolescence permanente nous pousse sans cesse à courir vers autre chose dont la maîtrise, l'impact et les effets produits sur nous et sur notre environnement nous échappent totalement.

C'est un monde vide, rétréci dans l'espace et le temps, dans lequel ce qui était neuf hier soir est déjà périmé ce matin – l'humain compris! Cela produit des violences d'un type nouveau et qui s'avère d'autant plus difficile à combattre qu'il est immatériel alors que nos modes de penser l'adversité et d'organiser l'action sont largement dépassés. Ce sont pourtant ces savoirs réappropriés qui peuvent résoudre au mieux les contradictions et les violences engendrées par une utilisation forcée de ces technologies déshumanisées.

Il est donc indispensable de suivre le travail culturel réalisé par l'éducation

populaire dans des associations qui agissent sur et avec les savoirs technologiques nouveaux. On y travaille à partir de ces technologies pour se les réapproprier et, par là, résoudre les contradictions et les violences qu'elles engendrent. Ainsi, on constate que pour lutter contre la mondialisation, l'altermondialisation utilise les outils modernes de communication.

DES PUBLICS EN MULTITUDE

Se pose alors la question du public, dans une société atomisée, aux frontières floues entre les groupes et les classes sociales. Pour l'auteur, les formes et l'identification des «publics» de l'EP sont revisitées et sont toujours en cours de transformation. Ainsi, de classes sociales déstructurées, nous sommes passés à un classement d'inclus et d'exclus. Il introduit une différenciation entre des «mobiles actifs», des «secondaires contraints» et des «errants» tout en pointant la perméabilité entre ces trois catégories. Aujourd'hui, d'autres auteurs, comme Michel Hardt et Antonio Negri, parlent de «multitude» face à l'«Empire» hégémonique⁴. De la même manière, une définition du «peuple», sur les bases antérieures politiques, sociales ou identitaires, confine à des territoires restreints et à des attitudes d'imperméabilité qui correspondent de moins en moins aux explosions actuelles des frontières.

Le sociologue s'interroge ensuite sur la manière de réinventer, en EP, une place à des individus unis en une multitude disparate capable de mobiliser et d'arbitrer leurs intelligences pour faire œuvre de civilisation. Peut-être ne s'agit-il que de rechercher une étape intermédiaire vers une forme de civilisation, nouvelle et inconnue, qui agirait pour un bien commun au travers de luttes conflictuelles contre cet «empire» de la pensée hégémonique admise comme une évidence. Cela suppose une démarche qui pose l'individu comme point de départ et d'arrivée de son propre parcours, ce parcours subjectif qui, croisé avec d'autres, construit une objectivité du rapport au monde, aux autres et finale-

ment des rapports sociaux. Cela impose de travailler sur les antagonismes, les transformations et les conflits de société dans ce qu'ils ont de plus concret et de plus vécu par les individus.

L'une des contradictions actuelles du monde du travail est ainsi l'auto-aliénation de l'individu, rendu totalement responsable de projets qu'il ne détermine pas lui-même. Sa seule porte de sortie risque alors de le renvoyer à lui-même jusqu'à l'autodestruction. Dans un contexte de travail rendu flexible, mouvant et dans une autonomisation accrue (souvent appelée de leurs vœux par les travailleurs, mais qui les perturbe et ne les rend pas plus égaux), comment recréer de la solidarité et de la prise de conscience collective indispensables à l'émancipation?

LES PRINCIPES GÉNÉRIQUES DE L'EP

L'EP «contribue à conduire les contradictions sociales jusqu'à leur résolution». Mais n'étant pas seule, elle doit «construire des alliances, que celles-ci soient coopératives ou conflictuelles, avec les autres champs des pratiques de l'activité sociale.» A titre d'exemple, la question de l'école concerne traditionnellement moins l'EP que les structures classiques de l'enseignement. Mais si les questions de l'école se posent à partir des contradictions sociales qui mettent enseignants et élèves dans des situations d'échecs et de souffrances, l'EP prend alors tout son sens et devrait même avoir une place majeure pour les traiter. Notamment en mettant en débat conflictuel et productif les rapports pédagogiques et en rassemblant les syndicats, les pouvoirs organisateurs, les parents, les ouvriers et les élèves autour d'une table pour produire du sens et proposer des solutions politiques. Nous pouvons ajouter à cet exemple le travail mené par les «Groupes de travail» du CIEP-MOC sur les thèmes comme l'enseignement, l'aménagement du territoire, les relations Nord-Sud, le logement. Il se révèle être des lieux d'expériences susceptibles de s'inscrire dans ces transformations.

Un parallélisme peut être assez logiquement établi avec la vision de Paulo Freire: «Personne n'éduque personne, personne ne s'éduque seul, les hommes s'éduquent par l'intermé-



© REPORTAGE PHOTO & 70

diaire du monde»⁵ et celle du philosophe Paul Ricoeur autour de sa conception de la société: «Est démocratique une société qui, se sachant irrémédiablement divisée, donne droit et égales possibilités à chacun de ses membres pour exprimer, analyser ces décisions pour en délibérer et les arbitrer.» Ces visions donnent des clefs de lecture et de travail pour l'EP.

• Le conflit nécessaire

L'EP doit assumer sa mission de travailler les contradictions afin de les faire connaître et reconnaître. C'est tout le travail d'expression mené à partir des vécus relatés et partagés d'abord dans leur représentation subjective et leur sensibilité. Seul ce travail d'appropriation culturelle à partir des individus permet une transformation sociale réelle. Sinon, cette dernière restera toujours l'apanage d'analyses externes faites par des experts inaudibles. Notre pratique, notamment autour de l'extrême droite⁶, a mis en évidence ce genre de phénomènes au travers de discours généraux de responsables, d'analystes politiques ou d'animateurs. Ces derniers «démontraient» la montée de l'extrême droite, sans toucher de manière pertinente à la capacité de juguler un discours extrémiste qui percole au-delà de toute stratégie. Il apparaît notamment que la difficulté vient essentiellement de l'incapacité à traiter de manière conflictuelle et avec les personnes concernées, ces petites fractures sociales à l'origine de ces difficultés... et surtout sans utiliser les outils d'analyse efficaces.



• Faire pouvoir

Cette démarche impose une condition supplémentaire: le droit et l'égalité possible de s'exprimer. Le travail d'EP porte donc sur une double compétence: les savoir-faire et les espaces de prise de parole, mais aussi le droit ou la représentation de sa propre possibilité à le faire. C'est donc un travail politique (avec notamment la création des droits et des espaces pour ces expressions), mais aussi épistémologique (en mettant les savoir-faire au service de la création de savoirs nouveaux). Il s'agit de mettre les gens en posture de «faire» pour découvrir et construire leur «pouvoir-faire» et accéder à l'espace politique pour «faire-pouvoir». Le travail d'éducation permanente est donc éminemment culturel, c'est-à-dire politique.

Au niveau de ses modes d'action, l'EP est présentée comme une praxis: un rapport de transformation et d'émancipation individuelle et collective inscrit avant tout dans l'action et dans la transformation des rapports sociaux. Il faut donc se méfier de toutes les formes approchantes, bien que légitimées par des valeurs humanistes incontestables qui laissent les personnes dans une incertitude et une impuissance permanentes. C'est souvent ce qui se cache derrière bon nombre d'activités de loisirs actifs, éducatifs et sportifs, d'événements festifs sur base culturelle qui, en fin de compte, distraient des véritables

enjeux sociopolitiques. Ces actions qui confondent action socioculturelle et éducation permanente, font du tort à l'EP authentique.

QUELQUES «PRINCIPES ACTIFS» DE L'EP

• Une manière d'être au monde

Ce premier principe de l'EP met les individus dans une double position de sujets et d'objets de l'action traitée, à savoir comme sujets témoins d'une expérience vécue et sujets acteurs de leurs savoirs nouveaux. Le rôle des travailleurs en EP est donc moins d'inculquer que de mettre en posture de construction d'un savoir à partir d'une lecture de la réalité (intuitions, représentations, impressions) sous des formes diverses (artistiques entre autres). L'EP amène ainsi à construire sa propre lumière pour éclairer son chemin, à être dans la vie tout en la transformant collectivement.

• Apprendre grâce au conflit

Travailler en EP incite à se mettre en situation conflictuelle d'apprentissage. Le rôle de l'animation est ici de permettre de comprendre le conflit et de le traverser selon des modes pacifiés par le langage. Certains parlent d'ailleurs de «pédagogie du conflit» ou d'«auto-socio-construction du savoir par le conflit». Les objets ou les lieux des conflits semblent s'être déplacés du monde du travail vers le monde des villes comme espaces à partager. Sans nier ces déplacements vécus et représentés, l'auteur met surtout en garde devant les tendances qui oublieraient que le travail reste primordial et reste source essentielle de souffrances et de conflits. Il faut donc comprendre et accompagner les analyses de ces déplacements. Pourquoi et comment la fonction de travail est-elle déplacée aujourd'hui et comment donc refaire conflit sur les contradictions actuelles du travail sont des interrogations à ne pas éliminer dans l'analyse.

Les observations de la sociologue française Danièle Linhart sur le monde du travail⁷ sont éloquentes. Actuellement, il y a une certaine tendance à vouloir et à faire admettre que les entreprises ne sont plus les lieux réels des conflits. En Wallonie par exemple, les médias, les discours politiques et donc, derrière eux, le discours dit dominant (c'est-à-dire celui dont on

répercute le plus la parole) disqualifie régulièrement les conflits sociaux et syndicaux en les présentant comme passésistes et empêchements de progrès. Alors que, engagés dans l'action syndicale ou non, nous savons et constatons, avec D. Linhart, que ces contradictions sont en réalité exacerbées et renvoyées à une intériorisation par le travailleur, forcé de penser que les dysfonctionnements viendraient de lui au lieu d'interroger l'organisation et les technologies. Comment réhabiliterons-nous ces questions en phase avec le monde et nécessairement avec les acteurs du travail? Il ne faut pas s'y tromper non plus. A bon escient, Christian Maurel rappelle que l'EP n'a pas pour mission de traiter les effets des crises mais bien de traiter des causes et de chercher à dépasser les contradictions pour construire un «nouveau commun démocratique».

Pour illustrer ces propos sur l'incapacité des organisations politiques d'ouvrir des formes actives d'expression (et ce, malgré les discours politiques conviant à d'autres modèles de gouvernance et à une participation accrue), il suffit de regarder l'aptitude des autorités locales à prendre des dispositions pour «interdire sur leur territoire le logement des indignés» venus pour discuter justement des formes d'organisations sociales qu'ils veulent transformer. La peur de ne pas pouvoir, à l'avance, maîtriser ces paroles conduit les dirigeants à susciter et à financer sournoisement ou clairement des politiques sociosécuritaires. Et en sus, combien d'associations financées par des dispositifs locaux, communautaires ou européens, ne remplissent-elles pas, en fin de compte, des missions de «remise en bon ordre» des groupes pour canaliser, détourner ou juguler leurs paroles? Ici encore, l'EP authentique ne saurait se compromettre à de telles activités qui vont à l'encontre de ce principe de conflictualité pacifique. Le point de départ de ce premier niveau de travail ne s'impose pas par injonction externe ou par des techniques d'orientation par trop évitantes. Cela questionne, par exem-



ple, le fait de prendre des conférences comme points de départ de l'action, dès lors qu'elles sont organisées de manière descendante. Au contraire, les occasions de démarrer des mises en construction de savoirs se font à partir de situations souvent bénignes, presque anodines dans leur banalité (un licenciement, la difficulté de trouver une crèche, les coûts des soins de santé, etc.). Il s'agit alors de soutenir la parole, c'est-à-dire l'expression singulière de ce que nous disons de notre situation et ce qui pose problème.

• Une laïcité de confrontations

Le principe actif de la nécessaire laïcité de confrontations est opposé, par Christian Maurel, à diverses formes de laïcités plus fermées. Ce principe implique d'organiser la confrontation sans peur du conflit et de confronter les représentations avec les formes de lectures et de savoirs les plus diversifiées, sans en exclure aucune, et avec la contrainte de toutes les soumettre, sans exclusive, à la réflexion critique et même polémique. Ce travail important force à ouvrir à des écrits, à des modes de pensée et à des analyses extérieurs variés, qui vont progressivement transformer le conflit fondateur en conflit capable de construire une identité commune. Il s'agit de s'outiller pour argumenter et faire valoir son point de vue à l'extérieur, d'envisager l'élargissement et l'ouverture du groupe de référence à d'autres conflictualités réelles.

TROIS POINTS D'APPUI

Sans parler ici d'une méthodologie d'action rigoureuse, on voit poindre, au travers des propos et surtout des exemples utilisés dans l'ouvrage, des pistes pour un «comment faire» plus concret⁸. Sur base de ces principes actifs et des travaux produits, entre autres, par Luc Carton, l'auteur indique enfin trois domaines ou modes d'action de l'EP. Ils sont ici repris comme des points d'appui pour cette action. Ceux-ci engagent chacun une personnalité emblématique différente: l'intellectuelle, l'artiste et le ou la militant.e.



© REPORTAGE PHOTO & 70

• Le domaine de la production et du partage des savoirs

Il faut, selon les différents partenaires avec lesquels l'auteur a travaillé, abandonner «la rupture épistémologique». Trop souvent, en effet, cette formule qui conduit à prendre distance avec le discours commun, rend celui-ci caduque et illégitime, en tout cas sur le plan de la construction de savoirs. Bref, cela confine les acteurs-citoyens engagés dans un rôle et un processus éducatifs qui visent l'expression, sans permettre la reconstruction de leur savoir, avec et à partir de ces expressions. Le défi est ici posé tant aux intellectuels qu'aux formateurs des organisations d'éducation permanente qui doivent se mettre en danger eux-mêmes, en coopérant avec les individus groupés en démarche d'éducation permanente pour reconstruire un savoir qui leur sera propre, à partir de la confrontation de leurs expressions, avec des méthodes, savoirs et experts externes. Ces individus et les intellectuels qui les accompagnent, seront donc placés en égale capacité d'élaborer des savoirs.

• Le domaine de l'acte artistique

Ici encore, il s'agit de réhabiliter les capacités culturelles de production artistique. Les propos d'un participant aux travaux réalisés en France et évoqués précédemment illustrent parfaitement cet aspect: «traiter le social par le social permet de subsister; traiter le social par le culturel permet d'exister»⁹. L'entrée culturelle qui met en lumière l'expression des situations vécues, rend féconds les échanges et l'engagement des individus. Concrètement, les modes d'expressions culturelles sous les formes les plus diver-

sifiées permettent aux individus de prendre une parole hors des conventions, donc avec plus d'audace, de liberté et d'écoute mutuelle. De même, le passage d'une posture d'assujettissement à une posture d'émancipation se fait plus aisément par le vecteur culturel.

La manière dont différents artistes contemporains ont accompagné la démarche réflexive de groupes et d'individus est un exemple illustratif intéressant. Ils partent souvent d'une question de type «Qui suis-je?». A ce propos, j'ai eu l'occasion de travailler de cette manière avec Werner Moron dans des classes d'enfants autour de leur place dans la commune. Leur question initiale était «Où suis-je maintenant?» Triturées et explorées sous des modes et des déclinaisons multiples, ces questions ont donné lieu à des dessins, des textes et des chansons sincères, vrais et émouvants. Les enfants étaient fiers de porter ces dessins, lire ou chanter ces textes devant un public curieux, puis interloqué et conquis. La mise à distance de soi et de son rapport au monde est devenue œuvre et peut être exposée publiquement. Ce processus, qui permet une restructuration forte, anticipe d'une reconfiguration possible de son rapport aux autres et, en fin de compte, d'une reconfiguration des rapports politiques et sociaux dans lesquels l'acteur-auteur est engagé. Comme l'écrit Armand Gatti «les vrais exclus sont les exclus du langage»¹⁰. C'est pourquoi il «faut donc essayer de prendre conscience, par le langage, qu'on peut être maître de son destin et se le fabriquer». Le rôle de l'artiste est donc de donner à utiliser et à inventer des formes de langage

selon une esthétique propre, mais aussi de se risquer à devenir accoucheur de l'oeuvre d'un-e autre. Lorsque l'oeuvre s'expose, l'auteur-acteur invite à l'échange et dépasse la seule expression du «je» pour construire un «nous» collectif. Il s'agit donc en cela d'une action d'«éducation» populaire émancipatrice.

• L'engagement social et associatif

L'engagement social et associatif nécessite l'impérieuse nécessité de relier le monde du travail à celui de la cité. Si les enjeux semblent s'être déplacés du premier vers le second, le seul travail éducatif et continu d'acquisition de savoirs techniques, d'expressions garantissant un repositionnement social semble insuffisant. Pour parvenir à les combattre, il est essentiel de questionner les rapports inégalitaires et de les transformer. Que serait le travail de Vie Féminine s'il ne construisait pas, au-delà d'un travail éducatif important et essentiel sur les vécus quotidiens des femmes, un véritable travail sur les dominations vécues universellement par les femmes? C'est sur la base de ces expressions que les animatrices éluent ces dominations avec un langage et une expression propres qui remettent en question les contenus et les modes des apprentissages qui ne seraient pas passés au crible d'une analyse de rapports sociaux de sexes. Ce processus aboutit à des revendications politiques transformatrices de dominations et donc de société.

De même, des mouvements, comme ATTAC, qui abordent les questions locales en les resituant systématiquement dans une perspective globale, montrent les voies de recherche, d'expérimentations permanentes de moyens neufs pour penser et agir autrement en vue d'un «autre monde possible». Ces mouvements méritent, comme bien d'autres, d'attirer notre attention sur ces recherches et ces expérimentations qui ouvrent probablement la voie d'une reliance entre les enjeux du partage des richesses ou des dominations qui les contrecarrent avec ceux de la cité, partant de l'espace où l'on vit.

Les associations non marchandes sont aujourd'hui confrontées à un devoir de résister à une tendance à l'instrumentalisation par le pouvoir

public qui les transforme d'ailleurs en «opérateurs», en leur faisant perdre leur capacité d'«acteur». D'autre part, elles sont soumises à une compétition et à une marchandisation de leurs services les mettant en concurrence. Trois objectifs doivent alors être obligatoirement poursuivis par ces associations: la recomposition du lien social, la formation des citoyens actifs comme acteurs de la société et le travail de prospective et de vigilance qui anticipe des mutations en cours. Ce travail de veille doit susciter l'interpellation des pouvoirs publics sur les transformations de la société et les risques de violences nouvelles qu'elles peuvent entraîner. Néanmoins, ces trois objectifs se doivent d'être intégrés et cohérents, faute de quoi, les associations, amputées d'un de ces objectifs, peuvent s'égarer et produire des effets contreproductifs à une réelle émancipation individuelle ou collective. Si un travail de cohésion sociale est mené sans y adjoindre une formation citoyenne, les risques sont de se replier sur la constitution de ghettos ou de corporatismes sociaux et ainsi de créer de l'assistance et de la dépendance par la mise en place de solidarités sans requalification sociale ou culturelle. De même, si on construit de nouveaux espaces publics sans éducation citoyenne qui permettrait à chacun-e de s'y investir, on incite à développer une vie politique conquise en champ réservé à une élite.

Nous connaissons d'ailleurs des associations qui, peu ou prou et sans mauvaise intention, se perdent dans ces dérives, soutenues, qui plus est, par un pouvoir public qui, par contrainte ou par frugalité, les met en situation d'instrumentalisation ou de concurrence marchande. Et pourtant, ces associations massivement implantées sont fortes d'une adhésion libre et volontaire et permettent un engagement immédiat, évolutif, à tout niveau d'implication et de pouvoir; contrairement aux lieux fortement institutionnalisés. Mais ces associations doivent, dès lors, s'inscrire dans la durée. Elles doivent pouvoir travailler les contradictions, y compris internes, pour en faire des conflits qui peuvent se traverser pacifiquement et être, par cette pratique, des lieux d'apprentissage utiles pour la construction de nouveaux rapports sociaux. Elles doivent enfin entretenir l'échange entre

leurs membres et les accompagner dans des parcours collectifs. Cela impose aujourd'hui la nécessité de disposer d'animatrices-teurs, militants tant salariés que bénévoles. Ces deux fonctions doivent elles-mêmes dépasser les luttes stériles de pouvoir pour coélaborer, cogérer, coéduquer et coévaluer les actions menées et en cours. Ces engagements militants et ces associations garantissent l'avenir de l'EP par le maintien et le progrès de la démocratie, la reconnaissance du pluralisme et la construction d'un intérêt général à partir de points de vue divers et légitimes.

EN CONCLUSION

L'exploration analytique de Christian Maurel se clôture en défendant l'objet de l'EP en tant que praxis, c'est-à-dire comme construction permanente et socialisation des savoirs d'action, par l'action et dans l'action. L'EP n'est donc pas neutre mais, au contraire, totalement engagée dans un parti pris sociétal¹¹. Elle se positionne comme autorisation de faire et d'inventer, au contraire donc d'une morale qui poserait des interdits. Enfin, elle ne se réalise que parce que ses animatrices et animateurs se posent comme ferments et facilitateurs de processus de transformation qui vont nécessairement leur échapper. L'EP et les voies de l'émancipation individuelle et collective sont à ce prix: de la confiance, de l'engagement et de l'audace! L'auteur conclut ce long parcours très dense et très fouillé en pointant une série d'éléments intéressants sur l'EP que nous vous livrons:



© REPORTAGE PHOTO & 70

- L'EP rend les Hommes conscients d'être produits de et par l'Histoire, mais capables de faire l'Histoire et de définir leur devenir commun;
- L'EP adopte non pas le consensus, mais le conflit autour de nos contradictions comme principe central;
- L'EP refuse d'être gestionnaire des rapports sociaux existants, mais est une véritable praxis agissant prioritairement sur la Culture pour développer une nouvelle puissance d'agir. Elle est trans-champs puisqu'elle analyse et agit sur les contradictions qui existent dans différents domaines et disciplines;
- L'EP a comme adversaires identifiés tous ceux qui ont intérêt à maintenir les modèles sociaux de domination existants, puisqu'elle vise leur transformation;
- L'EP a continuellement besoin d'une «praxéologie», c'est-à-dire d'une étude et d'une réflexion scientifiques continues sur ses propres pratiques. ■

1. MAUREL, Ch., *Education populaire et puissance d'agir. Les processus culturels de l'émancipation*, Paris, L'Harmattan, 2010 (Travail du social).
2. MAUSS, M., *Sociologie et anthropologie*, Paris, PUF, 1950.
3. Je rajoute ici les références des différents opuscules de Roland DEBODT publiés aux Editions Le Chariot à Mons et qui me semblent intéressants: *Démocratie* (2000), *Les Quinze contre les droits de l'Homme?* (2002) et *Démocratie et droits fondamentaux* (2005).
4. HARDT, M. et NEGRI, A., *Multitude. Guerre et démocratie à l'âge de l'Empire*, La découverte, 2004.
5. FREIRE, P., *Pédagogie des opprimés*, Maspero, 1969.
6. BOUCQ, Ch. et MAESSCHALCK, M., *Démonins l'extrême droite*, Charleroi, Ed. Couleurs livre, 2005.
7. La sociologue Danièle Linhart est l'auteure de *Travailler sans les autres?, Le travail, Perte d'emploi, perte de soi, Pourquoi s'impliquer dans son travail?*
8. Une fiche pédagogique publiée dans cette même revue rencontre d'assez près les éléments, principes et points d'appui développés ici (voir BOUCQ, Ch. et MAESSCHALCK, M., «Méthodologie d'action collective locale avec un groupe» Fiche pédagogique de l'Esperluette, dans L'&, n°32, avril-juin 2002.)
9. Phrase attribuée à un président d'une Maison de la Culture et des Loisirs d'Alsace et citée par Ch. Maurel à la page 183.
10. Christian Maurel mentionne notamment le travail d'Armand GATTI (réalisateur, poète et dramaturge) avec des jeunes qui a donné lieu à un spectacle intitulé «Ces empereurs aux ombrelles trouées».
11. On aura d'ailleurs clairement identifié une lecture marxiste assumée par l'auteur dans ses démonstrations.

La formation d'adultes: laboratoire pour l'action collective

PAR FLORENCE MOUSSIAUX,
PERMANENTE CIEP COMMUNAUTAIRE

Dans *L'Esperluette* n°69, l'ISCO fait le pari de se redéployer sur base de nouveaux partenariats tout en conservant ses finalités et ses méthodes pédagogiques basées sur l'action collective. Pour marquer d'une croix les avancées dans la reconnaissance de la formation par la Promotion sociale, une journée de colloque a été organisée le 1er octobre à Louvain-la-Neuve. Plus d'une centaine de participants ont répondu présents. Cette journée était aussi l'occasion de rappeler l'ancrage et la pédagogie spécifique de la formation ISCO au cœur de l'Education permanente. Cet article fait le point sur cette journée.

AUX RACINES DE L'ÉDUCATION POPULAIRE...

«Nous devons croire profondément qu'il est possible de renverser l'ordre des choses qui, depuis l'industrialisation, a maintenu les uns dans le pouvoir et d'autres dans la servitude par une sorte de mécanisme intransigeant dont l'engrenage essentiel est l'argent. Car tout est bâti par l'argent et sur l'argent, la force politique, la force économique, la force sociale, la force culturelle; nous devons croire profondément que ce renversement est possible, par des voies parfois contraignantes mais pacifistes. Une des voies majeures est l'éducation permanente».
(MAX BASTIN)

En introduction, Jean Daems, ancien secrétaire général du MOC et toujours formateur à l'ISCO, a rappelé les motivations à la base de la création de l'ISCO, dans les années 60. Il a pointé quelques constats marquants auxquels l'ISCO a répondu. L'enseignement traditionnel ne constituant qu'une partie de la formation d'une personne, la formation devait être continuée sous d'autres formes. De plus, une sélection réalisée lors du parcours scolaire bloquait certains et en réorientait d'autres. C'est là que l'ISCO intervenait en les accueillant quand, adultes, ils souhaitaient réaménager leur parcours. Un troisième élément à mettre en exergue était la nécessité d'éveiller la conscience politique, de fournir des clés d'analyse de la réalité politique, sociale, économique et culturelle pour agir collectivement. Le quatrième argument était la nécessité de sortir de l'aliénation de la société de consommation. En toile de fond, l'essor que prenait la télévision, laissait présager qu'il faudrait former et décoder ce nouveau langage. Déjà dans les années 60, Max Bastin, directeur du CIEP et fondateur de l'ISCO, insistait de manière innovante, sur l'importance de partir de l'expérience et les savoirs des participants dans la méthodologie. Les crises du milieu des années 70 ont modifié le volume et la structure de l'emploi. On peut notamment pointer le développement du tertiaire, la hausse généralisée du niveau de qualification, mais aussi le recours aux temps partiels et aux statuts précaires, l'exclusion sociale, la transformation de l'Etat-providence en l'Etat social actif, la montée de l'individualisme... le tout, dans un contexte de



plus ou moins incertaine, pour un dispositif de formation en Education permanente comme l'ISCO, de s'inscrire dans un secteur du champ académique. Le point de départ de sa réflexion était: dans une société

mondialisation et dans un mouvement de concentration du capital, qui s'est accentué dans les années 2000.

Aujourd'hui, si on reprend les enjeux formulés il y a cinquante ans, on constate que la sélection sociale à l'œuvre dans le système scolaire, est toujours présente et que pratiquement tous les métiers exigent de la formation continuée. De plus, la complexité croissante des mécanismes à l'œuvre dans la société ne favorise pas une prise de conscience spontanée des citoyens. En outre, la consommation est devenue un facteur d'inégalité puissant et l'omniprésence des médias demande le développement de l'éducation critique des «citoyens-consommateurs-télespectateurs».

Après des crises financières, mais aussi l'explosion des rémunérations patronales et la remise en question des mécanismes de redistribution et de solidarité, l'Education permanente représente plus que jamais, un levier de transformation et un remède contre la résignation des individus. Quand la légitimité de nos démocraties représentatives est remise en question et que l'aspiration à une démocratie participative reste théorique, l'Education permanente doit représenter l'outil de l'apprentissage d'une réelle démocratie participative impliquant les citoyens dans l'expression et l'arbitrage des conflits, dans la décision, dans la construction de la société, pour in fine lutter contre la pensée unique, la régression des droits sociaux et l'exclusion des plus faibles. Dans ce contexte, il est également nécessaire d'activer toutes les formes de formation qui valorisent à la fois l'unité et la diversité des expériences et des expressions du monde populaire.

FORMATION MILITANTE ET CERTIFICATION: UN ÉQUILIBRE FRAGILE?

Jean Blairon, directeur de RTA Namur, nous a invités à nous pencher sur l'opportunité, partiellement contrainte et

de l'information, toute politique de formation est aussi une formation de politique. Prenant appui sur une mise en perspective historique et comparative, il a ensuite présenté quelques points de repères en matière de production de savoir dans le mouvement social: le savoir est produit dans et pour l'action; ce savoir refuse la restriction du sens aux questions utilitaristes; il combat l'obscénité du pou-



voir; enfin, le mouvement social échappe à la dichotomie par l'assimilation critique. Après avoir questionné les finalités générales des modules de formation ainsi que le découpage «tayloriste» des cours en objectifs et compétences, il a constaté l'invasion des institutions de production de savoir par la logique managériale (individualisation, logique utilitariste, panoplie néolibérale du «projet» et du «contrat») qui s'oppose à la notion de travail en tant qu'univers collectif de sens et de valeur, résultat de coopérations, en grande partie auto-organisées, défendu par les mouvements sociaux.

Alors, deux questions peuvent être pointées:

- Est-il possible pour le savoir académique de quitter son illusion de neutralité fonctionnaliste pour devenir un «savoir engagé dans l'action»?
- Est-il possible pour un collectif d'étudiants adultes de réussir une assimilation critique?

Sa démonstration nous montre que, loin d'être dans une situation d'in-

compatibilité, nous nous trouvons dans une situation où les deux parties peuvent, ou doivent, trouver un intérêt croisé. Le collectif étudiant devra trouver une occasion d'apprendre dans et pour l'action, de pratiquer l'assimilation critique en situation, de refuser la restriction de l'expérience collective à sa dimension utilitariste et l'institution de production du savoir. Il devra aussi jouer pleinement son rôle confirmatif en renforçant sa réflexivité, notamment sur la manière dont cette assimilation remplit son rôle.

LA PÉDAGOGIE ÉMANCIPATRICE, FONDEMENT DE LA FORMATION

Pour Stéphanie Baudot, permanente au CIEP communautaire, la pédagogie émancipatrice est capitale dans la formation ISCO: elle vise à accroître l'autonomie de pensée, à augmenter la capacité à s'impliquer dans des actions d'amélioration et de transformation de ses conditions de vie et à réaliser collectivement des transformations institutionnelles et structurelles qui modifient tous les rapports sociaux de domination.

Circept à l'appui, elle a présenté la manière dont l'ISCO intègre ces différentes composantes. Ainsi, transformer et comprendre sont les deux pôles du «savoir-action» qui vise la formation d'acteurs de changement et repose sur l'expression. De plus, pointer la tension entre le sujet et l'acteur



permet d'établir un axe «savoir-être» qui intègre les participants dans la construction du projet de formation. Le croisement de ces différents axes détermine des postures qui représentent quatre façons particulières d'appréhender l'apprentissage:

- Se situer favorise des méthodes d'apprentissage axées sur l'ancrage des participants.
- Se déplacer suscite l'utilisation d'espaces de discussion et de débat.
- S'engager renvoie au travail en sous-groupes.
- S'allier implique de faire des alliances entre acteurs de la formation et de l'action collective.

Des indicateurs de réussite de la pédagogie à l'ISCO peuvent en être déduits: l'amélioration de la confiance et de l'estime de soi, la capacité à s'exprimer dans toutes les sphères de la vie, l'insertion dans un collectif, la mise en place d'un groupe solide et solidaire au sein de la formation... La formation n'étant pas un long fleuve tranquille, des défis doivent aussi être relevés, comme maintenir les participants dans le processus de formation longue, soutenir le travail collectif et amener chacun à la réalisation de son mémoire-action.

QUAND ACTION COLLECTIVE ET FORMATION SE RÉPONDENT

Formateur ISCO et professeur de philosophie à l'UCL, Marc Maesschalck a tout d'abord exposé les enjeux prioritaires pour la formation aujourd'hui: la nécessité de recréer un savoir «soutenable», avec une identité politique et



une force objective; c'est-à-dire de développer notre capacité à comprendre où sont les publics citoyens et aller travailler avec eux là où ils sont. Pour interpeller les constructeurs de savoirs, il a fait un détour par l'histoire de l'Education Permanente en identifiant les étapes qui ont transformé les participants d'une posture de bénévoles (années 70) vers celle de volontaires (années 80) puis celle de partenaires (après la crise de 2008). La dynamique originelle d'autogestion s'est alors convertie en cogestion, ce qui implique de nous interroger sur la gouvernance de la formation. Le parcours est alors passé de l'individuel au collectif pour devenir institutionnel. Notre formation, pilotée par différents opérateurs, devient un lieu d'expérimentation qui nécessite de créer des pilotages nouveaux. Dans ce cadre, le formateur doit veiller à rester un constructeur de savoirs «soutenables» et à ne pas devenir un opérateur de cahier des charges. Pour ce faire, il doit rester attentif aux attentes des participants, en leur permettant d'expérimenter leurs propres pratiques, en apprenant d'elles, en acceptant qu'elles portent un regard distancié, «au second degré», tant sur l'expertise du formateur que sur ce qui leur est asséné au quotidien comme vérité toute faite. Il faut travailler les liens

entre les clés des problèmes généraux et les problèmes vécus au quotidien. Faire de la formation, c'est élaborer un lieu de construction de la démocratie. Devenir vecteur de démocratie, c'est faire le pari sur l'intelligence de tous et toutes dans le cadre d'une identité politique. La première tâche à assumer est donc de construire une force collective qui doit être capable d'identifier ce qu'elle veut dans le cadre de nos formations.

FORMER DES ACTEURS DE CHANGEMENT: L'AVIS DE NOS PARTENAIRES

A l'occasion de cette journée, nos partenaires du secteur de l'Education permanente et de la formation aujourd'hui se sont positionnés par rapport aux finalités de l'ISCO, comme formation d'acteurs de changement. Freddy Cabaraux du Service de l'Inspection de la FWB, Yannick Samsun Secrétaire Général de PAC et Président du Conseil Supérieur de l'Education permanente, Joseph Pirson, ancien directeur de l'Ifop, Thierry Dock, directeur de la Fec et Michel Mercier, représentant des FUNDP, étaient autour de la table. Pour nourrir le débat et aller plus loin dans la réflexion, chacun a répondu, à partir de son expérience et de son lieu d'ancrage, aux questions et constats suivants:

- Le rapprochement entre l'Education permanente et les structures d'enseignement (FUNDP, Promotion sociale) apporte-t-il une plus value pour chacun des acteurs?
- On constate de plus en plus une pression pour un travail par modules et responsabilisation et individualisation des personnes qui se construisent un parcours «à la carte». Quels en sont les avantages et les dérives? Les formes et les formules proposées méritent-elles d'être réfléchies ou questionnées?





Quel fonctionnement pour une Maison des Jeunes

PAR AUDREY HICTEUR,
ISCO-BAGIC 2009-2011

Animatrice-coordinatrice de l'atelier de devoirs de la Maison des Jeunes (MJ) du Péry à Liège et soucieuse de disposer d'outils théoriques pour mieux comprendre le fonctionnement d'une asbl, mon mémoire s'est penché tout particulièrement sur la compréhension et l'analyse de l'organisation de cette Maison des Jeunes. Mon objectif était d'apprendre à prendre du recul afin de poser un regard objectif d'analyse, d'imaginer des pistes d'action, de changement et d'évolution possibles et adaptées pour mon association.

Ma recherche de départ est double: D'une part, ma préoccupation a été de comprendre et d'analyser avec des grilles d'analyse systémique cette organisation afin d'envisager différents phénomènes interreliés responsables de celle-ci. D'autre part, cette analyse m'a permis d'identifier la/les configuration(s) de cette organisation socioculturelle et d'y dégager certaines problématiques engendrées. Pour éclairer mon questionnement et de mieux appréhender le contexte, les cadres d'analyse utilisés sont ceux élaborés par le chercheur canadien en sciences de gestion, Henri Mintzberg, réadaptés par Jean Nizet et François Pichault. Cette théorie permet d'analyser les organisations à partir de quatre grandes variables: Les acteurs et leur pouvoir; la structure et le mode de coordination; l'état de l'environnement de l'organisation, son contexte; et enfin les buts poursuivis. L'articulation et la combinaison de ces variables permettent de composer et de distinguer différentes configurations organisationnelles à travers lesquelles l'organisation peut être appréhendée de manière systémique/générale, en la considérant comme un ensemble de phénomènes inter-reliés et non décomposés. Les configurations qui caractérisent la Maison des Jeunes du Péry ont été identifiées au regard et à l'analyse de l'équilibre des différentes variables qui la composent. ■

La pratique de la natation par les femmes maghrébines: motivations et freins

PAR ASSIA NAJAM, ISCO
BRUXELLES GÉNÉRAL 2005-2008

Le sujet de mon mémoire est lié, d'une part, à l'interdiction subie comme jeune femme marocaine de pratiquer des activités physiques et, d'autre part, à mon travail d'animatrice sportive auprès de femmes et d'enfants de la communauté maghrébine à Laeken (Bruxelles).

A partir d'études sur le rapport que les femmes entretiennent avec leur corps et de l'interview d'une personne-ressource qui organise des cours de natation à destination des femmes maghrébines, j'ai pu dégager une série de motivations à pratiquer ce sport. Il s'agit du plaisir, de la réalisation personnelle et de bien-être; leur souhait de remédier à un problème de santé; enfin les contacts qu'elles peuvent avoir avec d'autres femmes. Trois hypothèses peuvent être dégagées comme freins à la pratique d'un sport et en particulier de la natation pour les femmes maghrébines. L'attitude et la méfiance des hommes (mari, père, frère...) représentent leur premier obstacle: en effet, ils craignent que d'autres hommes soient présents et éprouvent du désir en voyant leur corps. Un autre obstacle est la réticence des femmes à montrer leur corps, pour ne pas éveiller le désir d'autres hommes que leur époux. La religion joue également un rôle non négligeable dans la pratique de la natation.

Pour vérifier ces hypothèses, un échantillon de trois femmes a été constitué sur base des critères suivants: l'âge (avoir entre 35 et 45 ans), la régularité de la pratique de la natation et l'ancienneté au bain (minimum

2 ans). Trois femmes ont été interviewées pour cette recherche.

Toutes les trois expriment des manques au niveau de leur bien-être et elles essaient de les compenser en nageant. En outre, elles pointent la santé comme un autre élément important dans leurs motivations. Enfin, elles mettent aussi en avant le fait d'avoir des contacts sociaux, de sortir de chez elle, d'échapper aux tâches quotidiennes et enfin de rencontrer d'autres femmes.

Par ailleurs, les interviews confirment les trois hypothèses émises relatives aux freins. Le contrôle du mari est manifeste mais, avec le temps, il tend à diminuer. De plus, lorsque les enfants sont plus âgés, les mères peuvent sortir avec eux et, notamment, aller au bain avec leurs filles. Les trois femmes témoignent aussi de leurs réticences à montrer leur corps. Concernant le rôle de la religion, elles auraient tendance à interpréter le Coran à leur manière: le maillot échancré est une provocation contraire à la religion, tandis qu'elles rappellent que le Coran encourage le sport.

En conclusion, tout en restant liées à leurs racines culturelles et religieuses, ces femmes font le pas de pratiquer un sport qui met en avant une question difficile: le corps et sa nudité. Par ailleurs, elles emmènent leurs enfants au bain afin qu'ils apprennent à nager et découvrent en particulier le goût de pratiquer ce sport. ■

LES PROCHAINES DÉFENSES DE MÉMOIRES ISCO

AURONT LIEU:
le 28 janvier 2012
le 24 mars 2012
le 23 juin 2012

INTÉRESSÉ-E, CONTACTEZ RITA D'AGARO
AU 02/246.38.42
COURRIEL: RITA.DAGARO@CIEP.BE
WWW.CIEP.BE/INDEX.PHP?P=G&ID=183

Autour «Des-«espoirs» à gauche» dans le Tournaisis

Le Cycle «Des-«espoirs» à gauche» du CIEP-MOC Hainaut Occidental s'inscrit dans la continuité des activités organisées en 2011. En effet, suite à une série de conférences qui ont permis d'amorcer une réflexion quant au modèle de société à (ré)inventer et à promouvoir (notamment autour de l'agriculture, la décroissance, la simplicité volontaire), la volonté a été d'organiser un cycle d'activités pour interpeller et se laisser ré-interpeller sur la vision et les options de la Gauche aujourd'hui et demain en matière de projet de société, de mode de vie, de modèle social et de modèle économique, de culture et d'interculturalité, de démocratie participative et représentative, de liberté et d'égalité.

En novembre dernier, le film «Après la gauche» de la Compagnie des Phares et Balises, a permis d'aborder la question de «Qu'est-ce qu'être de gauche aujourd'hui?». Ce film y répond en

interrogeant quelques grandes figures de la pensée contemporaine qui procède à un diagnostic sans complaisance de la gauche aujourd'hui, soulignent les avancées et les espoirs que suscitent les luttes sociales et réaffirment avec force la nécessité de penser l'utopie. De la disparition de l'URSS à la dernière crise financière, le film est un voyage à travers 20 années qui ont bouleversé la gauche. Après la projection, un débat était organisé avec le réalisateur du film.

Le 24 janvier est programmée une conférence-débat sur le thème «*Une économie source d'inégalités... Qu'en dit la gauche?*» avec comme orateur Geert Demuijnck, ancien chargé de cours à la FOPES et chercheur associé au Centre de recherche en éthique économique à l'Université catholique de Lille. «Quelle est la position de la gauche en matière d'éthique économique?» sera la question centrale de son intervention. Alors que le capitalisme connaît sa crise la plus sérieuse depuis celle des années 1930, on peut se demander quelle position adopte la gauche face à un système économique source d'inégalités (fiscale, salariale, Nord-Sud, force de travail-force de capital, hommes femmes, colères sociales qui ne cessent d'enfler).

Ce cycle comprendra d'autres conférences et activités programmées en 2012, comme un café-citoyen sur le thème de la démocratie participative, une conférence-débat sur l'articulation salaire, travail, emploi et un colloque sur la vision de la gauche en matière d'interculturalité.

Par ailleurs, le CIEP-MOC Hainaut Occidental participera à la Semaine de Solidarité Internationale de la Ville de Tournai du 26 au 31 mars 2012 autour du thème de la souveraineté alimentaire. ■

INTÉRESSÉ-E, CONTACTEZ ELISE DEPAUW,
PERMANENTE CIEP HAINAUT OCCIDENTAL
AVENUE DES ETATS-UNIS 10 BTE 9 À 7500
TOURNAI
TÉL.: 069/880.772 - COURRIEL:
ELISE.DEPAUW@CIEP-HO.BE - WWW.MOC-HO.BE

«L'Autre actualité» au CIEP-Luxembourg

Qu'il soit géographique ou idéologique, l'«autre» monde n'a bien souvent qu'un accès très limité en temps et dans le temps aux médias. Avec les rendez-vous de l'«Autre actualité», le CIEP Luxembourg propose, sur base de l'intervention d'un spécialiste ou d'un acteur direct de la thématique abordée, un éclairage plus large sur un fait d'actualité qui concerne les relations Nord-Sud ou les velléités pour bâtir une société humaine plus juste.

AU PROGRAMME EN 2012

Lors du premier rendez-vous, le 9 janvier 2012, le problème de la 'corne de l'Afrique' sera au cœur de la conférence de François Legac, permanent SOS Faim Luxembourg. Depuis quelques mois, cette région de l'Est du continent africain est dévastée par la famine. Si les médias en ont beaucoup parlé durant l'été, ce drame n'apparaît plus dans les pages des quotidiens. On est, dès lors, en droit de s'interroger sur la résolution de cette crise alimentaire. De retour de mission en Ethiopie, François Legac présentera la situation actuelle de la région.

En février, c'est le mouvement des indignés qui sera le thème de la deuxième conférence (le 6 février). Ce mouvement essaime en de nombreux endroits du globe. Pour analyser cet élan populaire, Michel Decker, membre d'Attac Luxembourg, présentera les objectifs, les moyens ou encore les solutions proposées par ce mouvement.

Si vous avez envie de mieux appréhender ces réalités qui peuvent paraître lointaines ou ardues, si un tel programme de conférences vous intéresse, nous vous donnons rendez-vous un lundi par mois en soirée (à partir de 19h30) au Centre culturel à Athus. ■

INFOS PRATIQUES:

LIEU: CENTRE CULTUREL D'ATHUS
RUE DU CENTRE, 17 - PARTICIPATION GRATUITE
CONTACT:
CIEP-LUXEMBOURG PHILIPPE JUNGERS
TÉL.: 063/21.87.33
COURRIEL: PJUNGERS.MOCLUX@GMAIL.COM
WWW.MOCLUX.BE





Dates à épingler

FORMATION CIEP

FORMATION

INTER-MOUVEMENT DES NOUVEAUX-ELLES PERMANENT-E-S

Programme autour de trois axes:

- Connaissance des organisations du MOC (Histoire et positionnement idéologique)
- Rapport du MOC au politique
- L'Education permanente, un concept en évolution et un enjeu pour aujourd'hui

DATES:

JEUDI 19 ET VENDREDI 20 JANVIER 2012

JEUDI 16 ET VENDREDI 17 FÉVRIER 2012

JEUDI 15 ET VENDREDI 16 MARS 2012

PUBLIC: LES NOUVEAUX-ELLES PERMANENT-E-S, ANIMATEUR-TRICE-S, PROFESSIONNELS OU BÉNÉVOLES DU MOC ET DES ORGANISATIONS

INFORMATIONS: VIA LES RESPONSABLES «FORMATION» DES ORGANISATIONS

INSCRIPTIONS: SECRÉTARIAT DU CIEP
FRANCINE BAILLET - TÉL.: 02.246.38.41
FAX: 02/246.38.25

COURRIEL: FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

RECYCLAGE ISCO

DATE: VENDREDI 23 MARS 2012

LIEU: À DÉTERMINER

PUBLIC: FORMATEURS ISCO

PROGRAMME: PROCHAINEMENT ACCESSIBLE SUR WWW.CIEP.BE

SEMAINE SOCIALE

WALLONIE-BRUXELLES DU MOC AUTOUR DE L'AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

DATES: 29 ET 30 MARS 2012

LIEU: CEME DE CHARLEROI-DAMPREMY

PROGRAMME: PROCHAINEMENT ACCESSIBLE SUR WWW.CIEP.BE

INSCRIPTION: SECRÉTARIAT

MARIA VASQUEZ - TÉL.: 02/246.38. 51

FAX: 02/246.38.55

COURRIEL: MARIA.VASQUEZ@MOC.BE

CAMPAGNE

LA SANTÉ, UN DROIT POUR TOUS!

Solidarité Mondiale poursuit sa campagne «La santé, un droit pour tous!» avec une journée de séminaire de relance et de suivi autour de la protection sociale. Cette journée sera l'occasion de s'attarder notamment sur les revendications politiques développées par Solidarité Mondiale et de fournir quelques clés pour l'action.

DATE: 7 FÉVRIER 2012 DE 9H À 16H30

LIEU: CSC NAMUR-DINANT
CHAUSSÉE DE LOUVAIN, 510 À 5004 BOUGE

INSCRIPTIONS: SECRÉTARIAT DE SOLIDARITÉ MONDIALE - TÉL.: 02/246.38.81

SI VOUS SOUHAITEZ SOUTENIR LA CAMPAGNE «LA SANTÉ, UN DROIT POUR TOUS!», N'HÉSITEZ PAS À SIGNER LA PÉTITION ADRESSÉE AU PREMIER MINISTRE ET AU MINISTRE DE LA COOPÉRATION DU DÉVELOPPEMENT.

PLUS D'INFOS: WWW.SOLMOND.BE

JOURNÉE ÉTUDE DU CIEP SUR L'ACCOMPAGNEMENT DES PERSONNES EN SITUATION DE PRÉCARITÉ

LIEU: INSTITUT CARDIJN LOUVAIN-LA-NEUVE

DATES: 10 FÉVRIER 2012

PROGRAMME: WWW.CIEP.BE (RUBRIQUE «FORMATIONS»)

INSCRIPTION ET PARTICIPATION GRATUITE:
SECRÉTARIAT DU CIEP - TÉL.: 02/246.38.41
COURRIEL: FRANCINE.BAILLET@CIEP.BE

JOURNÉE D'ÉTUDE MOC - ACW «L'APPROCHE PAR LES 'CAPABILITÉS', UNE RÉPONSE CONCRÈTE AUX INÉGALITÉS?»

LIEU: CSC BAT. INDUSTRIE-ÉNERGIE
(RUE DE TRÈVES 31 À BRUXELLES)

DATES: 26 ET 27 JANVIER 2012

PROGRAMME: WWW.MOC.BE
INSCRIPTION ET PARTICIPATION GRATUITE:
BETTY.COPPENS@ACW.BE

«FESTIF'ART, CULTURE ET TRAVAIL SOCIAL» DE L'INSTITUT CARDIJN

Pour ses 90 ans, l'Institut Cardijn de Louvain-la-Neuve organise du 28 au 30 mars 2012 le «Festif'Art, Culture et Travail social», qui propose un colloque, des débats, des tables rondes, des ateliers artistiques avec des films, des expositions et du théâtre.

PLUS D'INFOS: WWW.HELHA.BE

LA FOPES, UN MASTER POUR ADULTES

La FOPES vous propose en 2012 un master en Politique économique et sociale de l'UCL à Libramont, Mons et Louvain-la-Neuve.

POUR INFO: SECRÉTARIAT FOPES
(32 RUE DE LA LANterne MAGIQUE
À 1348 LOUVAIN-LA-NEUVE)
TÉL.: 010/47.39.07 - FAX: 010/47.81.59
COURRIEL: SECRÉTARIAT-OPES@UCLouvain.BE
WWW.UCLouvain.BE/OPES

Adresses des centres régionaux du CIEP

BRABANT WALLON

boulevard Fleur de Lys, 25
1400 Nivelles
067/21.89.91

BRUXELLES

rue Pléтинckx, 19 - 1000 Bruxelles
02/557.88.35

CHARLEROI - THUIN

boulevard Tirou, 167 - 6000 Charleroi
071/31.22.56

DINANT - PHILIPPEVILLE

rue E. Dinot, 21/Bte 6 - 5590 Ciney
083/21.24.51

HAINAUT CENTRE

La Louvière:
rue du Marché, 6 - 7100 La Louvière
064/23.80.20

Mons:

rue Marguerite Bervoets, 10 - 7000 Mons
065/35.39.63

HAINAUT OCCIDENTAL

Tournai:
av. des Etats-Unis, 10 Bte 8
7500 Tournai
069/88.07.64

Ath:

rue de Gand, 28 - 7800 Ath
068/84.34.31

Mouscron:

rue St-Pierre, 52 - 7700 Mouscron
056/33.48.68

LIÈGE-HUY-WAREMME

Liège:
rue St-Gilles, 29 - 4000 Liège
04/232.61.61

Huy:

av. Albert 1er, 6 - 4500 Huy
085/21.11.33

LUXEMBOURG

rue des Déportés, 39 - 6700 Arlon
063/21.87.33

NAMUR

place l'Illon, 17 - 5000 Namur
081/22.68.71

VERVIERS

rue du Centre, 81 - 4800 Verviers
087/33.77.07

CANTONS DE L'EST

VHS - Rotenbergplatz, 19
4700 Eupen
087/59.46.30



Le Centre d'Information et d'Education Populaire du MOC (CIEP), est chargé des activités éducatives et culturelles du MOC.

Organisés en équipes régionales et communautaires, nous appuyons à travers la formation les activités du MOC et des organisations qui le constituent. Notre souci est de donner aux groupes et aux individus les outils nécessaires à leur engagement comme acteurs et citoyens et de participer au développement d'une société démocratique par une réelle démocratisation du savoir et une valorisation de l'action collective.

Notre originalité réside essentiellement dans la philosophie de notre travail et dans notre expérience accumulée d'une pédagogie participative notamment à travers l'ISCO.

L'éducation permanente est notre quotidien, la formation notre spécialité.

Contact:

Centre d'Information et d'Education Populaire
Chaussée de Haecht, 577-579
1030 Bruxelles
Tél.: 02/246.38.41-42-43
Fax: 02/246.38.25
Courriel: communautaire@ciep.be



Avec le soutien de la Communauté Française de Belgique